



Lettre 20 – Octobre 2021

Nous sommes des migrants quand nous allons chercher du travail, ou quand nous allons en vacances, dans une autre région, ou un autre pays. Nous envoyons donc cette lettre un peu plus tôt que d'habitude pour participer à cette journée du 26 septembre 2021 qui est donc la nôtre !

Le **26 septembre est la 107e Journée mondiale du migrant et du réfugié** dont le thème est : « Vers un nous toujours plus grand ». Ce « nous », au delà du « je », invite à l'union dans la diversité. Où est ce « nous » lorsque pour beaucoup de pays la tendance est à se replier sur soi, à s'enfermer entre des murs ou des barbelés ? Que représentent ces barrières alors que beaucoup de personnes désirent s'ouvrir elles-mêmes, aller vers de nouveau horizon, visiter le monde à la rencontre des hommes et des femmes qui vivent sur la planète ? Pourquoi cette agressivité alors que l'on aspire à la Paix ? Chacun est pétri de ses spécificités, de sa culture, donc de son uniformité ; pour assurer la diversité il est nécessaire de rencontrer l'autre, ce qui est d'autant plus facile que cette autre personne viens à nous : ce sont les migrants. Nous pouvons expérimenter la rencontre des cultures et vivre la diversité, sans nous déplacer car les migrants viennent à nous !

La langue française nous offre la chance d'assurer la fraternité, puisque nous sommes des hôtes ; c'est à dire autant des personnes qui accueillent des invités des migrants, que des personnes qui sont reçues par les migrants, invitées à enrichir notre culture par la leur, ce qui enrichi la biodiversité. En tant qu'hôtes, nous sommes sur un pied d'égalité avec toute personne, nous sommes dans un lien de fraternité.

Michel Girard

Les réfugiés aux Jeux olympiques de Tokyo

Membre de l'équipe paralympique des réfugiés, Parfait Hakizimana participe aux épreuves de **taekwondo à Tokyo**. Grièvement blessé par balles à l'âge de 8 ans lors d'une attaque d'hommes armés au Burundi, il s'est remis de ce drame grâce au sport. Il est le seul athlète à être venu au Japon directement depuis un camp de réfugiés : le camp de Mahama, dans l'est du Rwanda, le plus grand du pays avec environ 46 000 personnes. C'est là qu'il est arrivé en 2015, fuyant les violences au Burundi, pour se reconstruire après plusieurs drames personnels. Il crée un club qui attire plus d'une centaine de réfugiés. *"C'est une grosse communauté, ils sont comme ma famille du taekwondo". "Les réfugiés n'ont pas beaucoup de choses. Mais le sport les aide à oublier leurs problèmes."* En 2017, il participe aux championnats africains de taekwondo, où il est éliminé en quarts de finale. Il apporte l'espoir aux autres. Il est tout le temps en train de sourire maintenant, parce qu'il a trouvé sa famille dans le sport. Mais au début, ce n'était pas si simple. Pour lui, *« un réfugié est une personne comme une autre sur cette planète ; il faut être courageux et patient, les bonnes choses arriveront un jour. »*

Migrations internes et changement climatique : 216 millions en 2050 ?

Lundi 13 septembre 2021, le rapport de la Banque Mondiale « AGIR FACE AUX MIGRATIONS CLIMATIQUES INTERNES » prévoit d'ici 2050, 216 millions de personnes qui pourraient être déplacées. Le rapport porte sur l'ensemble du monde et complète celui de 2018.

En 2018, les typhons et les cyclones ont poussé 16,1 millions de personnes à l'exil, aux Philippines, en Chine et en Inde. La sécheresse et les incendies ont été meurtriers dans la Corne de l'Afrique et aux États-Unis. En 2020, les invasions de criquets (Afrique de l'Est) et les inondations (Sahel) ont poussé 23 millions de personnes à se déplacer (ONU). D'après le Norwegian Refugee Council, "chaque année, ce chiffre est supérieur à celui des déplacements liés aux violences et aux conflits".

Les effets graduels du changement climatique sur la disponibilité de l'eau et la productivité agricole, outre l'élévation du niveau de la mer, appellent à des actions urgentes face aux pressions grandissantes sur les moyens de subsistance et le bien-être des personnes. Les migrations climatiques internes ne feront qu'augmenter dans toutes les régions et l'ensemble des pays.

Dés 2030, "des foyers" des déplacements forcés s'intensifieront chaque année un peu plus, en particulier en Afrique subsaharienne qui pourrait compter jusqu'à 86 millions de migrants climatiques d'ici 2050. La raréfaction de l'eau à l'intérieur des terres, et l'élévation du niveau de la mer sur des zones côtières très peuplées entraînera des transferts de population vers des zones où l'eau est davantage disponible et où des terres sont cultivables. Ce sera le cas pour le Delta du Mékong, le Vietnam. Le Bangladesh compterait la quasi-moitié du nombre de migrants climatiques internes prévu pour l'ensemble de la région Asie du Sud. D'ici 2050, les experts lui en prédisent jusqu'à 19,9 millions. Les régions de l'Asie de l'Est et Pacifique, et de l'Asie du Sud, totaliseraient à elles deux près de 90 millions de réfugiés climatiques d'ici 2050.

Au Moyen Orient, la canicule, dangereuse pour la santé, pourraient aussi nuire à la production agricole. Ce qui affecterait les villes comme Amman, Aden et Bagdad, mais aussi les régions côtières au sud du Yémen, les pays de l'est de la Méditerranée, la côte sud de l'Iran et la partie la plus au sud de l'Irak.

Pour endiguer le phénomène, la Banque mondiale incite les états à réduire dès maintenant les gaz à effet de serre, et à "intégrer les migrations climatiques internes dans la planification d'un développement vert, résilient et inclusif". Car l'exil climatique peut aussi s'avérer bénéfique. Pour l'étude, "si elles sont bien gérées, les migrations climatiques internes" et "les évolutions de la répartition de la population" peuvent également permettre "aux populations de sortir de la pauvreté, de développer des moyens de subsistance résilients et d'améliorer leurs conditions de vie".

Dans le cas contraire, si les autorités persistent à ignorer les prévisions, il y aura "des points chauds" de migration climatique, "avec des répercussions importantes pour les régions d'accueil, souvent mal préparées à recevoir de nombreux migrants supplémentaires". Les points de départ et de destination pourraient être exposés à "des pressions énormes".

LES CERCLES

Nous avons reçu des nouvelles, pour les cercles : Aix-en-Provence, Cergy-Pontoise, Haguenau, Le Havre, Pau, La Rochelle, Maubeuge, Saverne, Strasbourg, Tours, Versailles, Wissembourg.

Certains cercles n'ont pas lieu en ce moment : Grenoble

On peut se demander si les autres cercles fonctionnent, et s'il reçoivent cette lettre.

CENTRES DE RETENTION ADMINISTRATIVE

BORDEAUX

Droits bafoués, soins qui laissent à désirer, mutilations et suicides... Médecins, avocats, magistrats et retenus dénoncent les conditions d'enfermement inadmissibles dans le lieu de privation de liberté situé dans les sous-sols de l'hôtel de police de la ville. Venant de Roumanie et habitant depuis deux ans dans une maison près de Poitiers avec sa femme et ses quatre enfants, il travaille dans la mécanique. Il n'a jamais fait de prison. Pourtant, cela fait sept jours qu'il dort enfermé dans les sous-sols de l'hôtel de police de Bordeaux, avec treize autres retenus. En situation irrégulière, il risque l'expulsion. *«Je ne suis pas un criminel.»* dit-il.

Au rez-de-chaussée, la vie du commissariat bordelais suit son cours. Il faut emprunter une porte blindée, de long couloirs et des escaliers exigus pour se rendre dans les profondeurs du bâtiment, vers le plus petit centre de rétention administrative (CRA) de France. Des migrants y sont retenus, jusqu'à quatre-vingt-dix jours, car ils n'ont pas de papiers.

HENDAYE

Dans la soirée du vendredi 10 septembre 2021, une bagarre a éclaté dans le centre de rétention administrative (CRA) d'Hendaye. Deux groupes de personnes de diverses nationalités en sont venus aux mains, forçant les fonctionnaires de la police aux frontières, en charge de la surveillance du CRA, à intervenir. Deux policiers ont été blessés dans l'altercation, ainsi que deux personnes détenues. Tous ont été conduits à la polyclinique de Saint-Jean-de-Luz afin de recevoir des soins. Un participant à la rixe, mis à l'écart par les policiers afin de lui porter assistance, s'est **évadé du CRA** ce même vendredi soir. Les autres ont été placés en garde en vue.

L'**allongement des temps de rétention**, qui ont explosé depuis le début de la pandémie de coronavirus, conduit à ces altercations. En 2019, une personne détenue restait en moyenne 15 jours à Hendaye, en 2020, elle y était retenue plus de 25 jours. En 2020, près de 15 % des personnes retenues dans ce centre ont même été contraintes de patienter entre 46 à 60 jours. En 2021 de nombreuses personnes ont été enfermées près de 60 jours

Depuis l'annonce du premier confinement en mars 2020, aucune expulsion n'a eu lieu depuis le centre d'Hendaye, laissant les personnes détenues dans l'attente, alors que la rétention n'est légalement possible et prévue que pour préparer et mettre en œuvre l'expulsion des personnes en situation irrégulière.

Depuis le 1er septembre 2021, **les jauges Covid**, qui limitaient les places du CRA à la moitié de ses capacités, **ont été abrogées**. Le centre peut accueillir aujourd'hui jusqu'à 80 personnes. Soit bien au-delà de ses 24 places réglementaires réservées aux hommes, et de ses 6 places "femmes et familles". Ces dernières sont d'ailleurs occupées en ce moment par des détenus de maison d'arrêt de Draguignan, dispersés dans diverses structures à la suite de la découverte d'un cluster entre ses murs.

Le contrôleur des libertés à la suite d'une visite en 2014 avait décrit un endroit où *"l'ennui règne, tant pour les personnes retenues que pour les fonctionnaires en poste"* ; une seule télévision pour tout le centre. *"En raison des errements de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, [les personnes détenues] restent un temps exagérément long lorsque leur éloignement est impossible. Peu d'activités leurs sont offertes pour passer les journées"*, est-il écrit dans le document, qui atteste aussi d'une attitude *"méprisante ou musclée à l'égard des personnes retenues : comportements menaçants de la part de certains policiers, imitation des accents étrangers pour répondre aux retenus, moqueries qui ont pu aller jusqu'à imiter au haut-parleur l'appel du*

muezzin".

MESNIL-AMELOT

L'administration du CRA décide de construire des nouvelles clôtures, encore plus hautes et difficiles à escalader, entre les différents bâtiments du CRA.

MARSEILLE

Vendredi 10 septembre 2021, au centre de rétention du Canet à Marseille, une grève de la faim a commencé pour protester contre les conditions d'enfermement. Alors qu'un rassemblement de soutien se tenait à l'extérieur du CRA, un incendie s'est déclenché dans le centre. Pour ceux qui y ont participé la répression policière a été immédiate : interdiction de parler, les familles venues de loin prévenues une demi heure avant de l'annulation de leur parler, interdiction de recevoir du tabac ou des affaires que ramènent les proches... Les témoignages parlent aussi d'anxiolytiques distribués pour contrôler leur révolte et l'enfermement qu'il subissent. Les personnes enfermées demandent leur libération, notamment car les conditions sanitaires, déjà invivables, se dégradent de plus en plus : pas de masque, pas de lessive, pas de nettoyage des chambres qui ont été partagées avec des personnes positives, certains dorment encore avec des personnes positives.

FRANCE

Expulsions indirectes des afghans

Depuis le début du mois de juillet, la France (de même que l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède ou la Finlande) n'expulse plus les afghans vers l'Afghanistan, mais continue à placer des personnes déboutées du droit d'asile en centres de rétention administrative (CRA), voire de les envoyer vers d'autres pays européens. Ce sont des expulsions indirectes : la France n'expulse par directement vers l'Afghanistan, mais renvoie en Croatie, en Autriche... des pays qui eux vont exécuter les mesures d'éloignement et où il n'y a aucune garantie sur l'examen des demandes d'asile. C'est de l'hypocrisie totale.

Fin de la quarantaine pour les réfugiés afghans rapatriés d'urgence

Les quelque 3 000 Afghans rapatriés d'urgence en France sont maintenant sortis de leur période de quarantaine, sauf ceux testés positifs au Covid-19. Ils ont passé entre 10 et 15 jours, isolés dans des centres d'accueil d'urgence. Ils entrent ce 7 septembre 2021 dans le parcours administratif classique des demandeurs d'asile et peuvent ainsi circuler librement pour découvrir un peu leur pays d'accueil.

AFGHANS: Comment faire venir sa famille ?

Les familles bloquées à Kaboul n'ont pas fait l'objet d'une prise en charge prioritaire pour rejoindre la France. 3 500 dossiers de regroupement familial émis par des réfugiés afghans sont en attente de réponse. Entre le mois de janvier et juillet 2021, 431 visas seulement ont été délivrés à des ressortissants afghans au titre de la réunification familiale. En moyenne, un Afghan doit patienter trois ans et demi avant de pouvoir faire venir ses proches. À Kaboul, l'ambassade de France ne délivrait quasiment jamais de visa. Cela fait des années qu'on ne fait plus de réunification familiale en passant par l'Afghanistan ; les dossiers étaient traités à Islamabad, au Pakistan. Mais

après des manifestations au Pakistan contre le gouvernement Français se disant en faveur de la liberté d'expression - et des caricatures religieuses - l'ambassade a été fermée. Les dossiers ont été transférés et, aujourd'hui, sont traités en grande partie par l'ambassade de France... à New Delhi, en Inde, et à Téhéran, en Iran. Mais à un moment ou à un autre, il faut que la famille se déplace à l'ambassade pour récupérer le visa, et un billet Kaboul-Delhi, ça peut coûter cher. Si, avec l'arrivée des Taliban, les frontières ferment, comment aller récupérer son visa au Pakistan, en Inde ou en Iran ? Espérons que la France prendra des mesures pour honorer ses engagements et faire respecter la loi. Le Conseil d'État a été saisi demandant à la France de mettre en place un protocole spécial, de délivrer à titre exceptionnel des "laisser-passer" pour que le regroupement familial soit examiné depuis Abu Dhabi.

Le mercredi 8 septembre 2021, Le conseil d'état (la plus haute juridiction) a estimé qu'il n'y avait pas lieu de demander des mesures supplémentaires pour délivrer des visas de regroupement familial. "L'administration a annoncé que des mesures seraient prises prochainement pour adapter les moyens humains, matériels et immobiliers des ambassades concernées, en fonction de l'évolution sécuritaire", rappelle la juridiction. "Dans ce contexte très incertain, et compte tenu des avancées obtenues au cours de l'instruction, le juge des référés estime qu'il n'y a pas lieu d'enjoindre l'administration de prendre dès aujourd'hui des mesures supplémentaires". Pour les demandes des ressortissants afghans au titre de la réunification familiale, le ministère de l'Intérieur s'est engagé à ce que tout poste consulaire puisse délivrer des visas aux personnes justifiant de motifs "imprévisibles et impérieux" qui les ont empêchés de déposer leur demande dans la circonscription consulaire dont ils dépendent. Depuis la prise de pouvoir des Taliban le 15 août 2021, les procédures de réunification familiale, qui avaient subi de lourds retards en raison de la pandémie et du transfert de l'examen des situations au Pakistan, en Iran et en Inde, ont pris des allures de course contre la montre.

Le monde à l'envers : les talibans, l'Afghanistan et la Cour nationale du droit d'asile

15 août 2021: en Afghanistan, les talibans s'emparent de Kaboul, achevant ainsi d'imposer leur «ordre moral» au peuple afghan. 16 août 2021 : certains dossiers de demandeurs d'asile afghans en cours d'examen devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) sont placés « *en délibéré prolongé* », la cour différant ainsi sa décision.

Quelques jours plus tard : une note interne à la juridiction programme une diminution de la protection des Afghanes et des Afghans au motif d'une « *cessation du conflit armé ayant opposé les talibans au gouvernement du président Ashraf Ghani* ». Sans la moindre hésitation, on considère donc à la CNDA que la fêrle talibane ne porte pas atteinte aux libertés et que le champ de protection de l'asile doit se limiter aux situations de guerre.

Comment imaginer pareil paradoxe ? Alors qu'un sort dramatique attend Afghanes et Afghans dans leur pays, le Centre de recherche et de documentation (CEREDOC) de la CNDA laisse entendre dans cette note interne envoyée le 27 août 2021 qu'il n'y aurait plus lieu de leur accorder la protection subsidiaire notamment fondée sur l'intensité du conflit armé dans le pays. Ce qui signifie que tous ceux et toutes celles qui ne peuvent prouver des craintes personnelles de persécution leur permettant d'être reconnues comme réfugiées sur le fondement de la Convention de Genève et qui craignent « seulement » pour leur vie ou leur intégrité physique en raison de combats entraînant une « violence aveugle » verraient leur demande de protection rejetée.

L'OFPRA comme la CNDA jugeaient précisément jusqu'alors que la majeure partie des ressortissant-es afghan-es qui déposent des demandes de protection appartenaient à cette dernière catégorie et relevaient de la protection subsidiaire. De fait, avec cette nouvelle donne à la CNDA, la protection accordée aux Afghanes et Afghans en France risque de se réduire comme peau

de chagrin.

Or, cette appréciation, selon laquelle les civils ne courraient plus de risques puisque le conflit armé est terminé, non seulement anticipe avec beaucoup d'optimisme la situation à venir des Afghans sous le régime taliban, mais fait également fi de la volatilité du conflit qui ressort pourtant très nettement des derniers attentats meurtriers à l'aéroport, de la présence de l'État islamique dans la capitale et des mouvements de résistance qui s'organisent (tant au Panjshir qu'au Hazarajat) et laissent craindre des combats ouverts. Des exactions ont déjà également été commises contre des civils comme l'a constaté Amnesty International et il n'y a malheureusement pas de raison de penser qu'elles vont cesser.

Au demeurant, la Convention de Genève impose de reconnaître la qualité de réfugié-es à celles et ceux qui craignent des persécutions pour des raisons politiques ou en raison de leur « *appartenance à un certain groupe social* » – ce qui est à l'évidence le cas d'un grand nombre d'Afghanes et Afghans, pour n'avoir pas soutenu les talibans.

Au vu de la position prise par le responsable du CEREDOC et par la CNDA, il y a tout lieu de craindre que les dossiers qui ont été placés en délibéré prolongé ne soient très vite rejetés, sans même réouverture des débats, méconnaissant ainsi les principes fondamentaux du respect du contradictoire et des droits de la défense et sans examen des nouvelles circonstances.

Dans un communiqué du 30 août, la CNDA justifie de cette position en prétendant qu'elle va étudier les dossiers afghans de façon « plus protectrice » en les examinant systématiquement sous l'angle de la convention de Genève. Ce n'est que poudre aux yeux, puisque les critères de la convention sont plus restrictifs que ceux de la protection subsidiaire.

Dans les prochaines semaines et mois, nous risquons donc d'assister à des décisions de refus en masse, suivies d'obligations de quitter le territoire français (OQTF). Alors que dans de nombreux pays on réfléchit à l'accueil, en France on pense déjà à la façon d'expulser les ressortissants afghans dont beaucoup sont présents sur son territoire depuis plusieurs années, sans se soucier des risques qu'ils courent s'ils et elles sont renvoyé-es dans leur pays.

Paris, le 1er septembre 2021

Organisations signataires :

- ACAT – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture
- ADDE (Avocats pour la défense des droits des étrangers)
- Ah Bienvenue Clandestins ! (Lot)
- Apardap - Association de Parrainage Républicain pour les Demandeurs d'Asile et de Protection
- Asca - Association solidarité et culturelle des afghans à Paris
- Asilaccueil88
- Assemblée Locale EGM de Besançon
- Assemblée Locale de Colmar, Haut Rhin
- Assemblée Locale EGM de la Loire (42)
- Assemblée Locale EGM Montpellier
- Assemblée Locale EGM Moselle
- Assemblée Locale EGM Sud-Drôme/Nord Vaucluse
- Association Juvisienne pour l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés (AJAR-Essonne)
- Association pour les Migrants-AMI Nîmes
- ATMF - Association des Travailleurs Maghrébins de France
- Chemins Pluriels
- Collectif Chabatz d'entrer (Assemblée Locale de la Haute-Vienne)

- Collectif EGM de Martigues (Bouches du Rhône)
- Collectif pour une autre politique migratoire (Assemblée Locale 67)
- Comede – Comité pour la santé des exilé·es
- CRID – Centre de recherche et d’information pour le développement
- Dom’Asile
- Enfants D’Afghanistan et D’ailleurs
- États généraux des migrations (EGM)
- Association des avocats ELENA
- Fasti - Fédération des associations de solidarité avec tout·e·s les immigré·e·s
- GAS – Groupe accueil et solidarité
- Gisti – Groupe d’information et de soutien des immigré·es
- Collectif ICARE-05
- La Casa
- LDH - Ligue des droits de l’Homme
- Mrap
- Ngo Ecosoc Unesu
- SAF – Syndicat des avocats de France
- SolidaritatUbaye
- Solidarité Migrants Graulhet (81)
- Syndicat de la magistrature
- Association Thot (école de français pour les personnes exilées)
- Tous migrants
- Utopia 56

NATURALISATION

Le 9 septembre 2021, 12 012 travailleurs étrangers "en première ligne pendant la crise sanitaire" ont obtenu leur naturalisation, sur 16 381 dossiers déposés en préfecture en un an. "Ces travailleurs de la première ligne ont répondu présents pour la nation. C’est normal que la nation fasse un pas vers eux. Je souhaite bienvenue dans la nationalité française à nos nouveaux compatriotes et leur dis merci au nom de la République : le pays a tenu bon aussi grâce à eux !"

Pour prétendre à la naturalisation dans ce cadre, tout travailleur étranger en situation régulière, donc détenteur par exemple d’un titre de séjour, a dû remplir une attestation spécifique. La procédure, qui s’appliquait jusqu’au 15 juillet 2021, s’adressait aux demandeurs exerçant "une profession particulièrement exposée ou indispensable à la continuité de la nation pendant la période de crise sanitaire", précise la ministère. Il fallait également justifier "d'un engagement professionnel actif pendant la période d'état d'urgence du Covid-19". La durée minimale exigée de résidence en France a été réduite de cinq à deux ans.

La directive, qui concerne uniquement les étrangers en situation régulière, et donc ne concerne pas les quelques 350 000 sans-papiers qui vivent en France dont la majorité travaille dans des emplois dits d'utilité sociale essentielle comme le nettoyage, la manutention, la mise en rayon, la livraison, la sécurité ou l’aide à la personne. Mais il ne faut pas oublier qu'en 2020, 61 371 personnes ont acquis la nationalité française, soit 20 % de moins que l'année précédente. Il apparaît que la demande de naturalisation est une procédure difficile à obtenir. La demande de naturalisation est une procédure difficile, dont le niveau est bien plus élevé qu’auparavant. Nos parents étrangers devenus français il y a encore 20 ans ne le seraient jamais devenus avec les exigences actuelles.

PLAN VULNERABILITE

Qui a signé ces phrases ? « *Les femmes, les hommes et les enfants qui recherchent l'asile en France ont souvent fui des atrocités et nous arrivent au terme d'un parcours d'exil long et difficile, qui les a durablement marqués. Qu'il s'agisse de victimes de traite des êtres humains sous toutes ses formes, de femmes victimes de violences sexuelles ou sexistes, de mineurs non accompagnés, de personnes victimes de violences à raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, de personnes souffrant de psycho-traumatismes ou d'autres problèmes de santé graves liés à leurs parcours d'exil ou encore de personnes en situation de handicap, ces profils sont aujourd'hui plus nombreux et leur situation de particulière vulnérabilité nécessite, dès leur arrivée et tout au long de leur parcours, une prise en charge adaptée. C'est aussi la condition essentielle d'une intégration réussie à l'issue de leur procédure d'asile.* »

C'est la ministre déléguée à la citoyenneté, dans son introduction au « plan vulnérabilité » daté du 28 mai 2021. Il propose 10 actions pour renforcer la prise en charge des vulnérabilités des demandeurs d'asiles et des réfugiés. On peut mentionner dans ces 10 actions :

- mettre en place « un rendez-vous santé » dès l'enregistrement de la demande d'asile,
- favoriser le repérage précoce des vulnérabilités dès l'entrée dans la procédure d'asile
- développer les places spécialisées au sein du parc d'hébergement
- garantir une présence médicale dans chaque centre d'hébergement
- garantir l'accès à la procédure d'asile des mineurs non accompagnés
- renforcer la prise en charge des réfugiés réinstallés

La méthode mise en œuvre sera basée sur une élaboration partenariale, reposant sur l'implication du secteur associatif et des acteurs institutionnels.

Le budget de l'ACCES AUX SOINS pour les sans-papiers

L'aide médicale d'État (AME) permet aux étrangers vivant en France en situation irrégulière et précaire de bénéficier de l'accès aux soins gratuitement avec dispense d'avance de frais. Tous les professionnels de santé ont l'obligation d'accueillir les bénéficiaires de l'AME. S'ils refusent, ils s'exposent à un signalement. L'AME s'adresse aux ressortissants étrangers en situation irrégulière en France (hors Mayotte) qui résident depuis plus de trois mois dans l'Hexagone et dont les ressources sont limitées. Les personnes retenues dans un centre de rétention administrative (CRA) peuvent aussi bénéficier de soins gratuits. Elle couvre à 100% les frais médicaux et hospitaliers des étrangers présents en France depuis au moins trois mois. Le coût total de l'AME inclut aussi les "soins urgents".

En 2020, plus de 383 000 étrangers en ont bénéficié ; l'enveloppe était de 990 millions d'euros. Il s'élèvera à un milliard d'euros en 2022, selon le projet de loi de finances présenté mercredi 22 septembre 2021 par le gouvernement. Ce milliard représente moins de 1% des dépenses de santé prises en charge par l'assurance-maladie (environ 230 milliards d'euros pour 2022). Le gouvernement va également créer **800 nouvelles places d'hébergement** dans des centres provisoires d'hébergement (CPH) dédiées aux réfugiés "les plus vulnérables" (femmes, familles, personnes en situation de handicap ou celles ne maîtrisant pas du tout la langue française), afin d'améliorer leur prise en charge, selon le projet de budget 2022 - qui prévoit d'ailleurs une **hausse de 3% de l'enveloppe "immigration, asile et intégration"**. Les CPH concernent les personnes ayant déjà obtenu une protection en France, or l'enjeu est de faire sortir ces réfugiés des hébergements d'urgence vers un logement indépendant. En moyenne, une personne réfugiée reste 550 jours dans ces structures (CPH, CADA, HUDA), faute de places dans les logements sociaux. En conséquence, les demandeurs d'asile en attente d'une réponse à leur dossier ne peuvent pas accéder aux centres d'hébergement qui sont saturés. Le projet de loi finances 2022 prévoit la création de 1 500 places dans des CAES (centres d'accueil et d'examen des situations) ainsi que de 3 400 places dans des CADA "à la mi-année", à condition que "l'évolution des dépenses d'allocation aux demandeurs d'asile, dont le niveau demeure soumis à des aléas, n'excède pas les prévisions". Le budget de

l'enveloppe "immigration, asile, intégration" est en hausse continue depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron : +22 % en 2018, +12 % en 2019, +8 % en 2020, +2 % en 2021. Le projet de budget 2022 prévoit une hausse de 3 %, ce qui représente 58 millions d'euros de plus par rapport à 2021.

Droite et extrême droite dénoncent un "appel d'air" et réclament de limiter son périmètre à l'essentiel, alors que le gouvernement affirme qu'il "contribue à préserver l'ensemble de la population des risques épidémiologiques et sanitaires".

ARNAGE - SARTHE

Les quelque cent personnes accueillies à Arnage en provenance d'Afghanistan, sont arrivées en Sarthe entre mai et juillet 2021, au moment où les combattants islamistes lancent leur offensive dans le pays, mais bien avant la chute de la capitale. Ils ne font donc pas partie des 2.630 Afghans **évacués** par les Français, au cours de l'opération Apagan. Ils ont fui leur pays, par peur de persécutions. *"Nous avons rencontré un homme torturé par les Talibans. une femme a elle été menacée de mort à plusieurs reprises"*, indique la ministre déléguée à la Citoyenneté qui a fait le déplacement le 2 septembre 2021. Beaucoup ont travaillé pour la France, notamment à l'ambassade. *"Ce sont des personnes très diplômées. Des universitaires, des professeurs de français, des ingénieurs informaticiens, des artistes..."*.

BEDARIEUX

Le maire de la commune de Bédarieux, est volontaire pour accueillir une famille d'afghans à la suite à la prise de Kaboul par les talibans. La municipalité a accueilli en 2017, une famille syrienne. L'homme de 35 ans a trouver un travail six mois après son arrivée.

Le réfugié syrien a été très entouré par la mairie qui lui a prêté pour lui et sa famille, un logement communal refait pour l'occasion. Il a reçu de l'aide de la population qui a donné des meubles et des associations (l'Ami des Hauts Cantons) qui l'a aidé pour les démarches de différentes natures ou pour prendre leurs premiers cours de français. Travaillant, il a quitté le logement prêté pour le sien propre, dans un des quartiers du village. Son fils est scolarisé à Bédarieux. et il a eu une petite fille. *« Il est intégré. C'est un exemple qu'on aimerait que nos jeunes qui sont des fois un peu perdu, qui sont à la rue ou qui ont un peu lâché la rampe, ils voient qu'avec un peu de volonté, on peut arriver à quelque chose. Et quand j'entends aujourd'hui ces Afghans dans la même situation que Mohamed il y a quelques années, et ces maires qui disent surtout pas cela chez nous, ça me fait mal. On a tous été un moment accueilli dans des endroits où nous n'étions pas chez nous. Je pense que c'est quelque chose que l'on doit rendre »,* dit le maire de la commune.

Il compte bien rester à Bédarieux : il est bien, au calme et voit sa femme et ses enfants heureux. Ce qui est dur c'est de ne pas voir sa mère, ses frères et sœurs restés en Syrie. Mais l'homme assure avoir de la chance d'avoir été accueilli. Il compte reprendre ses cours de français, et passer le permis de conduire.

BRIANCON

Le 9 septembre 2021, la cour d'appel de Grenoble a **relaxé les sept militants**, condamnés en première instance, pour avoir manifesté contre une action des identitaires à la frontière franco-italienne et avoir facilité l'entrée en France de migrants lors de cette manifestation. Le 22 avril 2018, une manifestation avait réuni quelque 200 personnes, auxquelles des réfugiés s'étaient mêlés. Parti de Clavière, en Italie, le défilé avait rejoint Briançon après avoir forcé un barrage dressé par les forces de l'ordre à la frontière française. Il s'agissait d'une participation

« *passive et festive* » à une « *manifestation spontanée* », décidée en réaction à une démonstration d'hostilité envers les migrants menée la veille par le groupuscule Génération identitaire, aujourd'hui dissous.

La cour d'appel de Grenoble a infirmé la décision du tribunal correctionnel de Gap (Hautes-Alpes), qui avait condamné en novembre 2018 deux Français, une Italienne, un Suisse et un Belgo-Suisse à six mois de prison avec sursis. La juridiction a également relaxé deux autres militants français qui avaient écopé en première instance d'une peine plus lourde – douze mois de prison, dont quatre ferme – en raison de leur passé judiciaire. La cour a estimé qu'il n'était « *pas démontré* » que la manifestation avait été organisée « *avec l'intention d'aider des étrangers à entrer irrégulièrement en France* ».

« *C'est un signal extrêmement fort pour tous ceux qui militent dans un cadre solidaire et humanitaire* », s'est réjoui l'un des avocats, c'est « *une très belle affirmation d'indépendance de la justice dans un contexte politique très sécuritaire* ». « *C'est un peu la décision qu'on n'espérait plus au bout de trois ans et demi de bataille collective. Elle va encourager des gens à venir nous aider à Briançon, où la situation se dégrade* ».

BORDEAUX

A Bordeaux, sur les 20 places du CRA, entre 12 et 13 sont occupées par des Algériens, mais les effectifs varient chaque jour, entre transferts dans différents CRA et libérations. A priori, s'ils ne peuvent pas rentrer ils devraient finir par être relâchés. La préfecture de la Gironde se refuse à commenter des décisions « *relevant de la compétence du juge des libertés et de la détention* ». Jusqu'à présent, à Bordeaux, la jurisprudence était favorable à ces ressortissants. Après les 48 premières heures de rétention, une fois établi que les personnes étaient de nationalité algérienne et donc non expulsables (l'Algérie a fermé ses frontières), elles étaient libérées. Mais depuis la mi-septembre 2021, les magistrats ont changé de position. Ainsi, tout dépend du magistrat qui va statuer. La rétention est détournée de son objectif légal. Elle est juste utilisée à des fins répressives.

BOULOGNE SUR MER

Un CRS, brigadier-chef, a été **condamné**, jeudi 2 septembre 2021, à dix-huit mois de prison avec sursis et deux ans d'interdiction d'exercer **pour avoir agressé un bénévole britannique** à Calais, en marge d'une évacuation de migrants, et pour avoir falsifié son procès-verbal. Ses deux subordonnés ont, quant à eux, été relaxés. Le 31 juillet 2018, les trois CRS, participaient à une opération d'évacuation de migrants sous un pont à Calais, point de passage vers l'Angleterre. Le bénévole de Help Refugees est interpellé, renvoyé pour outrage et violences sur policier et finalement relaxé en 2019 grâce à des vidéos prises par des associatifs qui contredisent les dires des fonctionnaires. Dans son Procès Verbal d'interpellation, le brigadier-chef affirmait que des associatifs britanniques « *véhéments* » s'en étaient mêlés, et qu'il avait, « *dans un réflexe de défense* », repoussé l'un d'eux qui tombe et l'entraîne avec lui au sol. Le bénévole de Help Refugees est interpellé, renvoyé pour outrage et violences sur policier. Mais il est finalement relaxé en 2019 grâce à des vidéos prises par des associatifs qui contredisent les dires des fonctionnaires. Sur la base du rapport de l'IGPN, le parquet avait renvoyé en correctionnelle les trois fonctionnaires, tous pour faux en écriture publique et le brigadier-chef pour violences volontaires par personne dépositaire de l'autorité publique. La procureure a la « *désagréable impression* » que les PV, « *dont le contenu ne correspond pas du tout à la vérité* », « *c'est pour couvrir des violences et justifier une interpellation intempestive* ».

Lundi 13 septembre 2021, la police aperçoit un homme qui décharge du matériel de son

véhicule, aux abords de la plage de Wimereux. Interpellé, cet irakien de 26 ans est emmené en garde à vue. Pendant son audition, il avoue avoir bien transporté deux valises, contenant une embarcation pneumatique et son plancher. Deux gilets de sauvetage ont également été retrouvés dans son véhicule. Les données de son téléphone révèlent par ailleurs qu'il a effectué, en juillet 2021, deux trajets entre l'Allemagne, où il réside, et la Côte d'Opale. Jugé en comparution immédiate par le tribunal de judiciaire de Boulogne-sur-Mer, le prévenu explique être endetté et vouloir payer l'arrivée de sa femme en Europe, avec les 400 euros touchés par trajet. Devant les magistrats, l'homme dit regretter son acte. *"Je vais me faire virer de mon travail, et je suis sûr que ma femme va me quitter. J'ai honte de moi. Je suis désolé"*. L'avocat met en avant "le diplôme, le travail et le casier judiciaire vierge" de son client. *"Lorsque vous avez les passeurs au-dessus de vous et qu'on vous promet une somme d'argent contre un dépôt de matériel, on ne pense pas forcément aux conséquences"*. *"Évidemment que ce n'est pas lui qui a organisé tout ceci"*, a concédé la procureure. *"Mais en mettant ces bateaux à disposition de ces personnes migrantes sur la plage, il leur permet de partir en mer"* ce qui est suicidaires. Il a été condamné à un an de prison avec sursis pour aide à l'entrée ou au séjour irréguliers, et interdit de territoire français pendant trois ans.

Les communes du **BOULONNAIS** s'adaptent pour accueillir les migrants naufragés.

Samedi 21 août 2021, les sauveteurs de la SNSM et les équipages des navires de la Marine nationale ont récupéré une centaine de migrants en mer. Les élus et agents de plusieurs communes du Boulonnais ont accueilli une grande partie de ces naufragés. Une mission qui devient récurrente, en particulier pour les communes situées près de la forêt d'Écault, un des lieux de passage privilégiés, cette année. Le Maire de **Saint-Étienne-au-Mont** a accueilli 25 migrants en ouvrant une salle quand les migrants sont mouillés ou quand il y a des enfants. Ils y sont restés « de 9 heures à 13 heures ». Parmi eux, « un bébé de neuf mois ». *« Je ne me vois pas dire non. Ces gens sont en détresse. »* Le maire d'**Équihe-Plage**, a mobilisé les services de la ville pour dégager les bateaux.

Une autre personnes a aussi été appelé ce jour-là. *« C'était vers 7 heures, pour une vingtaine de migrants. Ils n'étaient pas mouillés, donc on ne m'a pas demandé d'ouvrir la salle. »* Il a toutefois mobilisé les services de la ville pour dégager les bateaux. *« Ça fait partie de notre devoir. »* À **Neufchâtel-Hardelot**, un abri leur a été proposé à deux reprises. À **Dannes**, la salle du camping a été ouverte pour les accueillir. De même à **Audinghen**, vers 3 heures du matin, le lendemain de l'Ascension : On ne peut pas les obliger à venir dans la salle, par contre. Il faut qu'ils acceptent. » À **Condette**, il est l'un des premiers maires du secteur à avoir lancé un tel dispositif. C'était en novembre. *« Il faisait à peine 3°C, ils étaient trempés. On n'avait rien, à l'époque... C'était une question d'humanité. »* Depuis, il a créé des stocks de nourriture, investi dans des bouilloires et récupéré des vêtements chez Emmaüs. *« Humainement, c'est indispensable de les accueillir. Ça engendre des coûts, mais comment faire autrement ? »*

Début 2021, les municipalités ont été contactées par la préfecture du Pas-de-Calais afin de communiquer leur capacité d'hébergement temporaire et un numéro d'astreinte. « Lorsque ces situations d'urgence surviennent, les collectivités sont systématiquement accompagnées par les services de l'État », assure la préfecture. Quand elles accueillent des naufragés, les municipalités sont souvent alertées au petit matin. La débrouille prime, dès lors, pour trouver de quoi manger et s'hydrater. En attendant l'arrivée des bénévoles de la protection civile, toutes proposent des boissons chaudes, du lait et des denrées non périssables, comme des biscuits secs. *« On fait avec les moyens du bord. On est allés faire des courses dès qu'on a su qu'il faudrait ouvrir la salle »*, explique la maire de **Wissant**, où le dispositif a été mis en place une fois cet été. À Saint-Étienne-au-Mont, après l'arrivée de 25 naufragés, le 21 août 2021, la question était de « refaire le stock ». *« On fait des courses en amont. Pour le moment, le budget que cela demande reste raisonnable. Mais si ça se poursuit, ça peut devenir plus compliqué. »* Plusieurs maires demandent des moyens.

Les naufragés sont ensuite pris en charge par les autorités. Ou repartent, pour retenter, plus tard, la traversée.

Depuis août/septembre 2021, des centaines de migrants tentent **chaque nuit la traversée** de la Manche depuis les villes de Wimereux, Boulogne-sur-mer, ou encore Hardelot, dans le nord de la France plus au sud de la côte d'Opale, bien que cela rallonge le temps de la traversée. Ces villes plus au sud de Calais, sont moins surveillées que celles de Sangatte, Calais, Grande-Synthe. C'est une nouvelle route maritime pour atteindre les côtes anglaises. Encastré entre les communes de Wimereux et d'Ambleteuse, dans le Pas-de-Calais, le secteur offre de nombreuses cachettes. Près de 300 migrants se cacheraient en ce moment dans les dunes : des Ethiopiens, des Erythréens, des Soudanais.

Le schéma observé est toujours le même, selon le maire de Wimereux. Les passeurs donnent rendez-vous aux migrants ici. Ils leur envoient des points GPS dans les dunes, ils déposent les canots en kit, des canots pas assez solides, avec des bidons d'essence coupée à l'eau. Les migrants les récupèrent puis attendent. Ensuite, ils sortent par surprise des dunes, et ils courent à plusieurs en portant à bout de bras un zodiac et un moteur. De nombreux migrants, sans argent, sans réseau, sans bateau, sans passeurs, tentent là-bas de profiter de ces départs de nuit en grimpant dans les canots au dernier moment, gratuitement .

A Wimereux, les forces de l'ordre doutent que leur présence, même massive, ne dissuade les migrants de passer. *"Ils ont fait tout ce chemin pour arriver en Europe, ils ne vont pas s'arrêter si près du but"*, confie un policier en patrouille à l'aube sur la plage. *"Ils n'ont plus que 100 mètres à faire pour atteindre la mer. Ils essaient toujours de passer"*. Car, une fois la mer atteinte, les migrants savent qu'ils n'auront plus rien à craindre des patrouilles de plage. La police n'ira pas les chercher dans l'eau. Quand ils touchent l'eau, c'est aux autorités maritimes de prendre le relais. C'est pour ça qu'ils courent si vite vers la mer à chaque essai. Sur la plage, le rôle des forces de l'ordre se résume à l'interception de bateaux. *"Nous, ce qu'on fait, c'est essayer de saisir le bateau et de le crever pour le rendre inutilisable"*. La question de l'arrestation n'est pas à l'ordre du jour. *"Nous ne sommes pas là pour interpeller les migrants"*.

Presque toujours, après une interception, les exilés repartent libres dans les dunes. Ils refusent les prises en charge et les mises à l'abri. Mais survivre ici est particulièrement difficile : aucune ONG n'est présente, aucune distribution de nourriture n'est donc assurée. Beaucoup de migrants repartent chaque matin vers Calais pour se reposer avant de redescendre, en début de soirée, vers Wimereux et Boulogne-sur-Mer. Ils vivent à Calais, ils rentrent à Calais et quand ils ont suffisamment mangé et qu'ils se sont reposés, ils reviennent.

BRIANCON

Depuis mercredi 25 août 2021, Le Refuge solidaire, lieu d'hébergement d'urgence destiné aux migrants venant de passer la frontière entre l'Italie et la France a investi un nouveau bâtiment, dans le nord de Briançon. L'ancien lieu devenait insalubre et inadapté aux besoins (voir lettre 7, 11,13, 15, 16, 17). Le nouveau site rebaptisé les Terrasses solidaires est plus grand, plus confortable et entièrement rénové. Les exilés dorment en moyenne à six par chambre, toutes munies de sanitaires. Le centre n'occupe pour l'instant que 800m², la moitié de l'espace disponible. Le reste nécessite d'importants travaux et devrait être opérationnel d'ici un an.

Le 25 août, la soixantaine de personnes hébergées dans les anciens locaux est arrivée dans la nouvelle structure aux côtés des bénévoles. Le 31 août 2021, 80 migrants étaient logés aux Terrasses solidaires, pour une capacité initiale de 50 places. On ne peut pas refuser des gens en pleine nuit qui viennent de traverser la montagne. On bat des records d'accueil depuis l'ouverture du centre en 2017. Jusque-là, les bénévoles voyaient arriver une majorité d'Africains subsahariens, mais depuis quelques mois, de plus en plus d'Afghans empruntent aussi cette route. La plupart d'entre eux ne souhaite pas rester à Briançon mais continuer leur route vers l'Angleterre ou l'Allemagne, où ils ont souvent de la famille. Le nouveau centre n'a pas vocation à devenir un lieu d'hébergement. L'accueil y est inconditionnel et de courte durée : 90 % des personnes passées par le

centre y restent moins de trois jours. Depuis son ouverture en 2017, près de 15 000 personnes ont été accueillies.

CALAIS

Depuis le 30 août 2021, des travaux sont en cours sur l'autoroute A16, aux abords de Coquelles, près de Calais. Des nouvelles hautes grilles blanches, sont installées sur cette portion d'autoroute menant à l'Angleterre via le tunnel sous la Manche. Avec l'entrée en vigueur du Brexit, des dizaines de migrants profitaient des bouchons sur l'A16 pour tenter de pénétrer dans les remorques des camions, en route vers le Royaume-Uni (voir lettre 11 et 12). *Nous souhaitons empêcher tout accident, tout drame, en empêchant les migrants de monter dans les camions. On veut les protéger mais aussi les chauffeurs poids-lourds* (société Getlink, qui finance les installations). Ces grilles viennent s'ajouter à celles déjà implantées le long de la bretelle d'accès de l'autoroute, un endroit également emprunté par les exilés en fin d'année dernière. Depuis 2015 près de 65 kilomètres de panneaux rigides ont été installés aux abords du tunnel sous la Manche, du port, de la zone industrielle des Dunes, à Fréthun et Peuplingues (villes situées dans le sud de Calais). La plupart de ces travaux ont été financés par le gouvernement britannique.

Exilés et Calaisiens exposent ensemble leurs œuvres

Un collectif d'habitants et de personnes exilées dans le Calaisis a lancé "**Nous sommes aussi des artistes**", une exposition artistique issue d'ateliers hebdomadaires. Depuis samedi 11 septembre 2021, les panneaux d'affichage de la ville de Calais ont été recouverts de dessins, peintures et poèmes. Ici, le portrait crayonné par Ameer d'une petite fille tenant une rose. Là, un texte de Mohamed, qui résonne comme un slam : "My people fighting for justice working for peace / Praying hard for day / 'cause next generation waiting for bright day". (*Mon peuple se bat pour la justice travaille pour la paix / Prie dur pour la journée / Parce que la prochaine génération attend un jour radieux*). Cette exposition éphémère, qui regroupe 41 œuvres, est toujours visible le 13 septembre 2021. Elle est issue du travail d'une cinquantaine de personnes : Calaisiens, exilés de passage, et bénévoles de l'association Shanti. L'exposition nommée "*Nous sommes aussi des artistes*", vise à "*faire un pied de nez au statut éphémère de migrant, dans lequel les personnes sont bien souvent enfermées*" expose Anaïs, membre fondatrice de l'association. L'exposition est un moyen de rappeler que lesdits "exilés" sont avant tout des "*êtres humains, parents, enfants ou grands-parents, ayant un métier, des passions*". L'association a initié une série d'ateliers artistiques en se rendant sur les lieux de vie informels des personnes exilées, ainsi que dans les locaux du Secours Catholique. "*Écrire des textes, peindre, dessiner, sont autant de moyens de s'exprimer. Au fur et à mesure, nous avons construit l'exposition avec elles et eux. Puis nous avons invité les Calaisiens à y participer*" retrace Anaïs. Pour que les démantèlements quotidiens des lieux de vie par les forces de l'ordre ne viennent pas entraver le projet, les ateliers se déroulaient sur place. Les personnes souhaitant être exposées ont signé leurs œuvres originales, dont les photographies ont ensuite été collées dans la ville. "Nous gardions leurs coordonnées pour entretenir le contact", précise Anaïs.

Depuis la création de l'association Shanti en juin 2021, Calaisiens et exilés ont imaginé et participé ensemble à nombre d'ateliers : travail du bois, fabrication de cosmétiques naturels... "On essaie de monter un atelier participatif de réparation de vélos", ajoute Anaïs. Une façon pour les personnes exilées de "sortir de l'urgence", mais aussi d'une "position de demande" asymétrique et difficile à vivre par rapport aux citoyens bénévoles. "*Pendant deux à trois heures, des liens se créent entre Calaisiens, exilés, amis de passage : c'est intéressant et assez beau symboliquement*" résume Ludovic, également membre fondateur de l'association.

Chaque mardi et samedi, le collectif se réunit pour finaliser une œuvre collective en hommage aux personnes décédées durant leur traversée de la Manche. "*Des Calaisiens viennent graver des petites plaques en bois, en choisissant le nom d'une personne, avec la possibilité de lire*

son histoire" . Si pour les migrants qui tentent de passer chaque jour, ce travail est trop dur psychologiquement, *"certains demandeurs d'asile sont impliqués dans le projet"*. L'œuvre mémorielle comportera 303 plaques : une cinquantaine sont déjà gravées. Les deux membres fondateurs de Shanti quitteront Calais fin septembre. Ils espèrent avoir "semé une graine" sur le territoire. "Des Calaisiens ont déjà émis le souhait de continuer le projet", assure Ludovic. À terme, l'œuvre en hommage aux morts en mer sera rendue publique. *"L'idée n'est pas de la présenter comme un listing figé, mais dans une forme mobile"*, songe Ludovic. *"De la même façon qu'il y a des cimetières destinés aux personnes d'ici, l'idée est de préserver cette mémoire pour les exilés"*.

Lundi 13 septembre 2021, les forces de l'ordre investissent le terrain de la friche Magnésia, près de l'hôpital de Calais afin d'évacuer la centaine d'exilés qui y vit depuis plusieurs semaines. Car, pour la préfecture du Pas-de-Calais, leur installation occasionne *"de sérieux problèmes de sécurité, de salubrité et de tranquillité"*. Saisi par les propriétaires des deux terrains concernés, le tribunal de Boulogne-sur-Mer a rendu des ordonnances d'expulsion. Le préfet a ensuite *"décidé d'octroyer le concours de la force publique sur ce secteur"* pour évacuer les personnes sur place. D'après la préfecture, l'opération s'est déroulée dans le calme et *"86 personnes, dont quatre femmes et 10 enfants, ont été prises en charge et mises à l'abri dans différentes structures d'hébergement du département"*. Mais pour les associations ces démantèlements sont tout sauf des opérations humanitaires de protection, car les personnes installées sur le campement, dont des enfants, ont été réveillées, sorties de leurs abris, encerclées et palpées par les forces de l'ordre pour être éloignées de force dans des bus de mise à l'abri. Au moins 3 arrestations ont été opérées par la police aux frontières et les personnes n'ont pas eu le droit d'emporter avec elles toutes leurs affaires personnelles, notamment les effets qui leur servaient d'abri (tentes, bâches, couvertures). Ces affaires ont été prises par une société de nettoyage privée sur consigne des forces de l'ordre. Deux vans de la Police aux Frontières, huit camions de CRS, six vans de gendarmerie mobile, onze voitures de la gendarmerie nationale ainsi que plusieurs motos de la police nationale a été utilisés pour l'expulsion.

Début juin, les autorités avaient procédé à la même évacuation. L'opération avait "mis à l'abri" plus de 500 personnes, de nationalité soudanaise et iranienne. Sur le même site le 9 juillet 2021, près de 130 migrants avaient été orientés vers différentes structures d'accueil. A Calais, les démantèlements de camps de migrants sont devenus le quotidien de ceux qui les occupent. Les expulsions en flagrance ont lieu tous les 2 jours. Sans nul autre endroit où aller, la majorité des exilés évacués revient à Calais. La stratégie des autorités, qui consiste à empêcher les points de fixation sur le littoral, ne marche pas.

De peur de se faire de nouveau confisquer leurs affaires, les personnes préfèrent se réinstaller dans des endroits isolés, où il y a peu de monde. L'accès à l'eau, à la nourriture, ou à des soins de santé devient alors plus difficile. Ce qui accentue, encore un peu plus, leur précarité.

Pour la treizième fois, depuis le 10 septembre 2020, la préfecture du Pas-de-Calais a prolongé jusqu'au 18 octobre 2021 l'interdiction de distribution gratuite de plats et de boissons dans certains secteurs de la ville.

CHÂTEAUROUX

Sur les quinze migrants arrivés à Châteauroux samedi 4 septembre 2021 il n'en reste plus que cinq. Dix ont décidé de repartir. Ces hommes, majoritairement afghans, avaient été mis à l'abri après l'évacuation d'un campement devant la préfecture de police de l'Île-de-France. Les cinq personnes hébergées temporairement à Châteauroux ont tous entamé une procédure de demande d'asile. Ces personnes sont prises en charge socialement par l'association Solidarité Accueil, partenaire des services de l'état, qui est chargés de trouver un hébergement pérenne aux demandeurs d'asile. L'Indre permet aussi d'avoir une dimension beaucoup plus individuelle à leur accueil. C'est peut-être aussi pour eux une chance.

CLERMONT-FERRAND

Les réfugiés afghans accueillis à Clermont-Ferrand depuis le 26 août 2021 vont pouvoir faire leur demande d'asile, mais psychologiquement c'est difficile car certains ont laissé une partie de leur famille en Afghanistan. Il faut maintenant les loger et inscrire les 26 enfants. Les 24 adultes ont tous des diplômes, des compétences : Juriste, journaliste, chef d'entreprise, ouvrier spécialisé. c'est l'association CeCler qui a pris en charge les familles de réfugiés.

CONFOLENS

C'est dans les locaux de l'ancien hôpital que la plus grosse expérimentation d'accueil de réfugiés en Charente a vu le jour. 27 migrants, essentiellement des Soudanais, venus de la fameuse "jungle de Calais", avaient trouvé refuge sur les bords de la Vienne. Ils se sont parfaitement **intégrés**, et certains sont même **restés en Charente**. L'accueil des réfugiés, c'est bien sûr un toit, un bâtiment en dur pour les héberger, mais c'est aussi une entraide avec la population, et un apprentissage du français pour s'intégrer.

CORSE - Maroc

Le 20 septembre 2021, on apprend qu'une importante **filière d'immigration clandestine** a été démantelée après trois ans d'enquête de la police aux frontières corse, selon une source policière, « *On est partis d'un clandestin interpellé en Corse, puis en tirant le fil on est tombés sur une filière au mode opératoire encore jamais mis au jour* ». En mettant sur écoute les têtes du réseau marocaines, les enquêteurs de l'île ont découvert que des ressortissants marocains faisaient apposer sur leur passeport un vrai visa chinois ou thaïlandais contre 8 000 euros en espèces. Ils prenaient ensuite un vol pour la Chine ou la Thaïlande mais s'arrêtaient à l'escale de Francfort, en Allemagne, où ils déposaient une demande d'asile. En dix-huit mois, les enquêteurs ont découvert que 195 clandestins ont transité du Maroc vers Francfort en utilisant ce mode opératoire. A leur sortie du centre de rétention allemand, ils rejoignaient la France, l'Italie ou l'Espagne avec des complices du réseau. En France, « certains obtenaient, grâce à des contacts en préfecture de Seine-et-Marne, de vrais titres de séjour, contre 8 000 euros ». A l'issue de cette enquête sur commission rogatoire d'un juge d'instruction d'Ajaccio, onze personnes ont été placées en garde à vue. Huit d'entre elles, quatre hommes et quatre femmes, ont été mises en examen, dont quatre Français.

LILLE

21 prévenus, soupçonnés de faire partie d'un **réseau de passeurs** entre la France et l'Angleterre sont comparus devant la juridiction interrégionale spécialisée de Lille (JIRS). Lors de l'enquête, les écoutes mises en place par la justice sur de nombreuses lignes ont permis de comptabiliser 259 passages menés par ce réseau, dont 167 réussis, permettant d'estimer le nombre de migrants arrivés en Angleterre à 327, pour 140 interceptés en France. Ces écoutes ont aussi révélé les tarifs des traversées : de 11.700 à 14.000 euros par adulte, légèrement moins pour un enfant. Au total, près de 4,7 millions d'euros auraient été générés par ce trafic. L'enquête débute en août 2018 avec l'arrestation d'un chauffeur de poids-lourd roumain sur le port de Calais. Trois migrants kurdes sont découverts cachés à l'intérieur du véhicule. L'exploitation des lignes téléphoniques permet alors de remonter vers plusieurs ressortissants roumains et jusqu'aux commanditaires présumés du réseau, dont l'un est basé en Grande-Bretagne. Celui-ci comparaît devant la JIRS de Lille. Le Vendredi 17 septembre 2021, La procureure a requis à son encontre 8 ans de prison, 100.000 euros d'amende, ainsi qu'une interdiction définitive de se rendre sur le territoire français pour "aide à l'entrée et au séjour en bande organisée" et "blanchiment d'argent en

bande organisée".

MARSEILLE

Du haut de sa silhouette de bois de 3,5 mètres, **Amal**, marionnette représentant une enfant syrienne déracinée (voir lettre 19), est passée mardi matin 14 septembre 2021 dans une ferme solidaire de la communauté Emmaüs de Breil-sur-Roya, où le militant pro-migrants de la vallée, Cédric Herrou, lui a lu ses droits. Elle a débarqué telle une rock star mercredi 15 septembre 2021, sur l'esplanade du Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée sur le port de Marseille, ville qui s'est créée par la mer et ses migrations successives. Amal devrait découvrir Calais le 17 octobre 2021 avant d'embarquer pour l'Angleterre, après avoir tenté de retrouver sa mère en Suisse, en Allemagne et en Belgique. Parti de Gaziantep, ville turque à la frontière syrienne le 27 juillet 2021, le pantin doit rejoindre Manchester au Royaume-Uni le 3 novembre 2021, après avoir parcouru 8.000 kilomètres et traversé huit pays.

MAYOTTE

Un **projet de loi** est imminent pour Mayotte. Il envisage le renforcement de la lutte contre l'immigration clandestine et la poursuite massive des reconduites à la frontière qui entravent la circulation des personnes et **aggrave les violations des droits** (rupture de scolarité, rupture de soins, séparation brutale de familles, expulsion de personnes protégées contre l'éloignement...). Le gouvernement entend aller encore plus loin dans l'atteinte inédite portée au droit du sol à Mayotte en 2018. Ainsi, pour accéder à la nationalité française, un jeune né à Mayotte devra justifier de la régularité de séjour d'un de ses parents depuis au moins une année à la date de sa naissance, contre trois mois actuellement, condition qui n'est exigée dans aucun autre département. Ne pouvant prétendre à la nationalité française et empêchée d'accéder à la préfecture pour déposer une demande de titre de séjour, une grande partie de la jeunesse de Mayotte se voit ainsi privée d'étude, de travail et fait l'objet d'interpellations policières quotidiennes. Le séjour des parents d'enfants français est entravé en allongeant à trois ans (au lieu de deux actuellement) la preuve de la contribution à l'entretien de l'enfant nécessaire pour l'obtention d'un titre de séjour. En affirmant que les demandes d'asile introduites par les personnes comoriennes seraient dilatoires et en proposant d'accélérer le traitement des demandes d'asile comme c'est déjà le cas aujourd'hui, le ministre de l'Intérieur porte atteinte au principe fondamental que constitue le droit d'asile et stigmatise l'ensemble des ressortissants comoriens.

PARIS

Mercredi 1er septembre 2021, environ 600 migrants ont installé leurs tentes dans le parc André Citroën, dans le 15e arrondissement de Paris, en face de la préfecture de Paris et d'Ile-de-France. Avec l'aide du collectif Réquisitions, qui regroupe plusieurs associations dont Utopia 56 et Droit au logement (DAL), ils réclament **un hébergement digne**. Originaires d'Afghanistan, de Côte d'Ivoire, d'Érythrée, d'Éthiopie, de Guinée, du Maroc, de Russie ou encore du Soudan, ces personnes, avec un travail ou scolarisées, survivent à la rue depuis des jours, des semaines, voire des mois. Parmi elles se trouvent des femmes, des bébés, des enfants de 10, 12 ans. C'est la 10e action du collectif Réquisitions, depuis 2020, permettant ainsi à 3 600 personnes de sortir de la rue ou d'un abri de fortune. Devoir mener un tel type d'action traduit le manque de volonté politique de mettre en place un accueil digne et de respecter les lois, les droits. Les humanitaires rappellent que

la France compte trois millions de logements vacants, dont 400 000 en Île-de-France.

Samedi 4 septembre 2021 vers 7h du matin, des agents de la mairie de Paris et de la préfecture ont investi le parc André-Citroën, dans le sud de Paris, où étaient installés 1 210 personnes, dont la majorité sont originaires d'Afghanistan et d'Afrique subsaharienne. Dans le calme ils ont été conduites vers des centres d'accueil et d'examen des situations administratives (CAES) d'Île-de-France et de province. "L'examen des situations administratives permettra de définir la prise en charge la plus adaptée à la situation de chacun et les possibilités d'orientation vers le dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile ou les dispositifs d'hébergement d'urgence et d'accès au logement" a déclaré le ministère. Un Afghan de 24 ans arrivé en France "il y a six mois", a déclaré attendre un hébergement durable, pas comme la dernière fois où il était resté seulement une semaine dans un appartement à Saint-Germain en Laye. Il veut vivre ici, il n'a pas de famille ici. La France est sa famille.

A la suite suite de l'évacuation samedi 4 septembre 2021 du parc André-Citroën, 540 personnes ont été hébergées en Île-de-France. Mais au moins 11 personnes ont été placées en centre de rétention administrative (CRA de Metz par exemple) en vue de leur expulsion, Certaines ont été séparées de leur conjoint et de leurs enfants, d'autres ont été interpellées et se sont vues notifier une Obligation de quitter le territoire français. Ces migrants ont été arrêtés directement à la sortie du bus par la police, qui contrôlait la situation de l'ensemble des passagers. Ni les associations ni les personnes sans abri n'ont été informées qu'elles seraient contrôlées par la police et transportées d'office et autoritairement loin de leur lieu de vie. Ce déplacement forcé vers la province a concerné 670 personnes, transférées vers Besançon, Rennes ou encore Strasbourg. En effet, les places en région parisienne sont saturées. Mais parmi ces personnes délocalisées en province, beaucoup travaillent en Île-de-France, et y avaient scolarisés leurs enfants. Elles ont donc été forcées de revenir par leurs propres moyens de peur de perdre leur emploi.

La **Maison Bakhita** : "lieu de ressources, d'accompagnement et de rencontre fraternelle", dans le 18e arrondissement de Paris, sera inaugure samedi 25 septembre 2021, par le vicaire général du diocèse de Paris, en présence de l'adjoint à la mairie de Paris en charge de la protection des réfugiés. Ce nom fait référence à sainte Bakhita, une religieuse née au 19e siècle et enlevée enfant au Darfour où elle fut traitée en esclave avant d'arriver en Italie. Elle proposera des "actions de soutien" et favorisera la collaboration entre les 106 paroisses parisiennes pour venir en aide aux migrants. Elle souhaite compléter l'action des structures qui prodiguent ce premier accueil et être au service de tous ceux qui les accompagnent. Le projet est né en 2018, en réponse à l'appel du Pape en 2017, à "accueillir, protéger, promouvoir et intégrer" les migrants. Il a été porté par le diocèse de Paris et une quarantaine de partenaires, dont la Cimade, la Conférence des Evêques de France et la mairie de Paris.

SAINT-GAUDENS

Thaïs d'Escufon, ancienne porte-parole de Génération identitaire, a été condamnée jeudi 9 septembre 2021 à deux mois de prison avec sursis pour "injures publiques" ; Jérémie Piano, a écopé de la même peine pour "provocation à la haine raciale" ; ils ont également été condamnés à 3 000 euros d'amende.

Lors d'une opération anti-migrants de « génération identitaire » (lettre 11), le 19 janvier 2021 au col du Portillon dans les Pyrénées, une trentaine de militants au volant de véhicules sérigraphiés "Defend Europe" avaient déployé une banderole "No way". Une équipe était ensuite partie avec un drone pour surveiller la frontière.

Selon le procureur de la République de Saint-Gaudens, la porte-parole de Génération identitaire (groupuscule d'extrême droit dissous en février 2021 – voit lettre 12)) avait "stigmatisé" les exilés dans une vidéo Youtube publiée le 21 janvier 2021 en affirmant qu'il était "scandaleux qu'un migrant puisse traverser la frontière". Ces propos qui caractérisent "ce passage de la frontière comme un danger, c'est une spéculation sur la notion de danger alors que rien n'est argumenté.

Concernant Jérémie Piano, le magistrat a dénoncé "un appel à la révolte" et "la construction d'un discours stigmatisant". Dans une autre vidéo Youtube de l'opération postée le 20 janvier, il évoquait "une invasion migratoire", "des milliers de clandestins déjà en France" dont "probablement des voleurs, des violeurs et des terroristes en puissance".

SOS Racisme, partie civile au procès, s'est "félicité" de cette condamnation.

SAINT OMER

Le 11 août 2021, un homme sénégalais a été interpellé par les policiers. Dans sa voiture, contrôlée au péage de Setques, les policiers ont retrouvé un bateau pneumatique, un moteur à bateau, un réservoir, un bidon d'essence et deux rames. Il a été condamné le 17 août 2021 par le tribunal de Saint-Omer à douze mois de prison avec sursis et à une interdiction de séjour dans le Dunkerquois, le Calaisis et le Boulonnais.

Passeurs

Selon le préfet du Pas-de-Calais, le 10 septembre 2021, "un des objectifs des forces de l'ordre est d'interpeller les passeurs. *"Aujourd'hui, ils se sont professionnalisés. Ils hésitent de moins en moins à organiser des traversées simultanées en small boat. Ça peut aller jusqu'à quarante tentatives, de jour comme de nuit, quand la météo s'y prête"*. Depuis le 1er janvier 2021, les autorités ont démantelé 25 réseaux de passeurs, à l'origine de traversées en mer et sur route. "Il y a des Français, des Belges, des Allemands, des Néerlandais, des Égyptiens, des Syriens, des Iraniens, des Afghans, des Polonais, des Roumains... Des gens qui préparent le passage depuis leur pays d'origine". Depuis juillet 2020, une cellule franco-britannique de renseignement composée de six policiers britanniques et six policiers français, elle est basée à Coquelles, près de Calais. *"Les passeurs qui profitent de la détresse humaine des migrants ne sont, sans doute aujourd'hui, pas encore assez sanctionnés"*. L'association Utopia 56 a déploré que *"comme d'habitude, on fait des passeurs une priorité alors qu'on ne s'occupe pas des problèmes de fond"*. *"La lutte contre les passeurs c'est l'épouvantail que les politiques agitent pour faire peur à l'opinion publique et qui permet de justifier une politique de répression encore plus forte"*.

STRASBOURG

Mardi 14 septembre 2021, le campement de la Montagne-verte à Strasbourg a été évacué. Les migrants, seront mis à l'abri. Depuis plusieurs semaines, ce campement illicite s'est installé en contrebas de l'autoroute A35. Selon la préfecture, il génère *"des risques pour la sécurité sanitaire des occupants et des nuisances pour les riverains"*. Les 66 personnes présentes sur le site seront prises en charge et hébergées au vu de leur situation personnelle et administrative. Certains sont demandeurs d'asile. Les services de l'Eurométropole ont été saisis pour procéder à l'enlèvement des éléments constitutifs du campement à l'issue de l'évacuation.

Les 110 afghans arrivés à Strasbourg fin août 2021, évacués en urgence de Kaboul par les autorités françaises après la prise de pouvoir des Talibans, ont respecté une dizaine de jours de quarantaine. Certains sont partis visiter le centre ville, accompagnés par des membres de l'association Foyer Notre Dame et des interprètes. La plupart sont des jeunes. Beaucoup de familles, avec des enfants en bas âge. Ils sont libres d'aller où ils veulent et rêvent d'apprendre le Français, d'aller à l'école : De mener une vie simple.

MANCHE

Les traversées de la Manche sont plus rares ces dernières semaines en raison du mauvais

temps dans la région. Mais avec l'amélioration des conditions météorologiques, les migrants ont de nouveau tenté de rejoindre le Royaume-Uni à bord d'embarcations de fortune (voir ci-dessous « royaume-uni »). Le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (Cross) Gris-Nez a porté secours à 23 migrants, dont six femmes et un enfant de quatre ans, en détresse dans la Manche. En avarie moteur, les passagers se trouvaient en difficulté au large de Wimereux (62) et ont demandé assistance ; ils ont tous débarqués sains et saufs à Boulogne-sur-Mer.

Après deux semaines d'accalmie, les traversées et les sauvetages reprennent de plus belle sur la Manche. Mardi 7 septembre 2021, 64 personnes ont été secourues : un premier sauvetage de 52 migrants a eu lieu dans le détroit du Pas-de-Calais. Tous les rescapés ont été déposés au port de Boulogne-sur-Mer. Mercredi 8 septembre 2021 au matin, les autorités françaises ont procédé au sauvetage de 37 personnes, dont deux femmes et deux enfants. Parti de Hardelot, au sud de Boulogne-sur-Mer, le canot, percé, dérivait dans le détroit. On comptait un Syrien, un Albanais, et deux Yéménites et tous les autres Érythréens. Débarqués au port de Boulogne-sur-Mer, ils sont repartis après avoir touché terre. Une femme de 24 ans, brûlée a été emmenée à l'hôpital.

Dimanche 12 septembre 2021, deux naufragés ont demandé une assistance. Ils ont été pris en charge, amenés à Boulogne-sur-Mer. Vendredi 10 septembre 2021, 126 personnes sur des embarcations en difficulté ont été sauvées. Tous sont débarqués au port de Dunkerque. Un naufragé en hypothermie a été pris en charge. Jeudi 9 septembre 2021, 15 personnes ont été récupérées lors d'une opération de sauvetage menée par un hélicoptère et un remorqueur d'intervention, d'assistance et de sauvetage.

Mercredi 15 septembre 2021, les autorités françaises ont procédé au sauvetage de 91 personnes en difficulté dans la Manche qui tentaient de rejoindre le Royaume-Uni. Le premier sauvetage a eu lieu au large de Berck, les 36 passagers de l'embarcation ont été secourus puis déposés à Boulogne-sur-Mer. 22 migrants en mauvaise posture au large de Dunkerque ont été récupérés et ramenés à Calais. 14 et 19 naufragés ont été rescapés et pris en charge, dans les ports de la région, par la police aux frontières.

MEDITERRANEE

FRONTEX

Mardi 31 Août 2021, lors de la réunion des 27 de l'union européenne, l'agence chargée de la lutte contre l'immigration clandestine aux portes de l'Europe, a exprimé publiquement ses craintes face à la venue de réfugiés afghans. Avec l'exil à venir de 500 000 personnes – un chiffre estimé par les Nations unies -, "il y a le risque terroriste qui sera particulièrement important".

LES NAVIRES et avions

Le Geo Barents

Lundi matin 20 septembre 2021, au large de la Libye, six personnes, à bord d'un "petit bateau en fibre de verre", ont été secourues. Un peu plus tard dans la journée, 54 exilés ont été pris en charge, dont six femmes, 21 mineurs non accompagnés et un bébé. "Nos souffrances en Libye sont terminées".

Le Sea-Eye 4

Le Sea-Eye 4, de l'ONG allemande éponyme, était resté immobilisé plus de deux mois en

Sicile par les autorités italiennes pour des "irrégularités", après avoir débarqué en mai 415 migrants secourus en mer. Il a quitté le port sicilien de Palerme le 27 août 2021 et sillonnait depuis seulement quelques heures la zone de recherche et de sauvetage. (SAR zone). Il a porté secours mercredi 1er septembre 2021 à 29 migrants en détresse au large des côtes libyennes à bord d'un petit bateau en bois. Parmi eux se trouvent 18 mineurs dont quatre bébés, huit femmes et deux enceintes. Dimanche 5 septembre 2021, les naufragés ont été débarqués au port d'Empedocle en Sicile. « *Nous sommes particulièrement heureux que les deux femmes enceintes et les quatre bébés soient enfin sains et saufs. Nous souhaitons aux femmes enceintes un bon accouchement en toute sécurité et tout le meilleur pour l'avenir du fond du cœur. Nous espérons que l'Europe traitera bien chacun d'entre eux* ».

L'Ocean Viking

Quelques jours seulement après son retour en Méditerranée centrale, l'Ocean Viking de l'ONG SOS Méditerranée a porté secours à 129 personnes, dont une dizaine de femmes et une quinzaine d'enfants, au cours de quatre opérations de sauvetage menées durant le week-end des 18 et 19 septembre 2021. Six personnes ont été évacuées par des garde-côtes italiens pour raisons médicales. Deux embarcations en détresse ont été secourues alors qu'elles se trouvaient dans les eaux internationales au large de la Libye. Les deux autres l'ont été dans la zone de recherche et sauvetage maltaise (SAR zone). La plupart des rescapés étaient partis de Libye et certains dérivait en mer depuis plusieurs jours,

L'avion Colibri 2

Dimanche 19 septembre 2021, l'Ocean Viking a été alerté par l'avion Colibri 2 de la présence de deux autres embarcations en bois en détresse dans la zone de recherche et de sauvetage libyenne", mais les deux embarcations ont été interceptées par les garde-côtes libyens.

L'avion Sea Bird (de l'ONG allemande Sea-Watch)

L'avion a fait une vidéo, le vendredi 27 août 2021, lors d'un naufrage d'une embarcation de migrants au large de la Libye. Des migrants, en très grande difficulté, sont assis sur la coque de leur bateau retourné. Il y a environ 20 personnes sur la quille du bateau. Il n'y a pas de moteur. Les survivants n'ont aucun moyen de bouger. 11 personnes ont pu se hisser sur la quille, 5 autres essaient de s'y accrocher. Immobiles, visiblement en danger de mort imminent, les migrants attendent de l'aide. Dans l'eau, d'autres migrants tentent de s'accrocher tant bien que mal au canot. Environ 35 personnes ont été interceptées selon ce que disent les rescapés, au moins 5 sont portés disparus.

Le voilier Astral

Le bateau se l'ONG Proactiva Open arms patrouille dans la zone SAR mais il ne procède pas à des sauvetages. Il effectue une mission d'observation et de surveillance : en raison de sa petitesse, il ne peut pas accueillir de migrants à son bord, en revanche, il alerte les autorités compétentes pour leur venir en aide. Les 28 et 29 août 2021, il a assisté une centaine de personnes au large de Lampedusa qui ont ensuite été pris en charge par les garde-côtes italiens.

CHYPRE

Arrivé en 2020 dans le nord de Chypre directement depuis Dakar avec un visa étudiant, avec l'aide de passeurs, un Sénégalais de 21 ans a traversé la frontière entre le nord et le sud. Pendant cinq mois, il a été hébergé dans le camp de Pournara, l'un des plus grands camps d'accueil de demandeurs d'asile de Chypre. Pour pouvoir quitter ce camp, les autorités demandent de fournir une adresse. Il a pu le faire car un africain lui a proposé de le rejoindre dans son logement. C'est mieux que dans le camp mais le logement est insalubre et très mal entretenu par le propriétaire qui leur fait

payer les travaux, alors qu'il reçoit un loyer de 500 euros par mois. « *Depuis que je suis arrivé sur l'île, j'attends ma convocation pour mon entretien de demande d'asile. Certains sont là depuis des années et sont toujours dans l'attente. Ça m'inquiète car je m'ennuie toute la journée. Je n'ai rien à faire, je passe mon temps sur mon téléphone. Si ça dure trop longtemps, qu'est-ce que je vais devenir ? J'ai essayé de trouver du travail mais aucun patron ne veut employer des demandeurs d'asile. J'ai été plusieurs fois victime de racisme de la part de Chypriotes. Parfois, lorsqu'on s'assoit sur la plage avec des amis, les Chypriotes s'en vont immédiatement. Dans la rue, ils changent de trottoir ou marchent à vive allure. Dans le bus, c'est déjà arrivé que le chauffeur refuse de nous laisser monter ou ne s'arrête pas à l'arrêt que nous avons demandé. Vivre à Chypre est très compliqué. Les passeurs m'ont fait croire qu'en venant ici je pourrais aller en France par bateau mais ce n'est pas vrai. J'ai compris trop tard qu'ils m'avaient menti. Maintenant, je suis bloqué ici. Je vis les pires moments de ma vie, je ne souhaite ça à personne. Je suis perdu, je ne sais pas quoi faire. Au pays, j'étais maltraité par la deuxième femme de mon père. Mais avec le recul, j'aurais préféré rester au Sénégal et mourir sous ses coups que de vivre ici ».*

TUNISIE

Selon le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FDTES), plus de 10 000 migrants ont atteint les côtes italiennes entre le 1er janvier et le 25 août.

Les différents moyens utilisés par les Tunisiens pour pénétrer en Europe :

- 1°) Le parcours officiel : obtenir un visa puis une carte de séjour de manière légale. Une voie royale mais qui s'apparente souvent à un véritable parcours du combattant.
- 2°) La voie semi-légale qui consiste à payer des intermédiaires entre 17 000 et 20 000 dinars (5 150 - 6 000 euros) pour obtenir un visa temporaire en règle qui permet de voyager légalement vers l'Europe. Le problème est que lorsque le visa expire, la personne immigrée bascule dans l'illégalité.
- 3°) La traversée clandestine en bateau depuis Zarzis, qui ne coûte actuellement "que" 5 000 dinars (1 500 euros).

Des tunisiens partent pour l'Italie

En août 2021, 3 904 migrants ont rejoint les côtes italiennes, soit 40% de plus qu'en août 2020. Les autorités tunisiennes ont quant à elles empêché 5 582 personnes de quitter le pays. Les trois quarts de ces interceptions ont été effectuées en pleine mer, avec la coordination des parties italiennes et européennes, qui ont joué un rôle prépondérant. La région de Sfax, dans le sud-est, deuxième province économique après Tunis, concentre plus de la moitié des départs, à 56,6%. Les villes de Médenine et de Mahdia, sont d'autres points de départs pour les migrants tunisiens. Les forces de l'ordre y ont effectuées respectivement, en août, 14,15%, et 10,9% des arrestations. Les personnes interceptées sont à 71,5% de nationalité tunisienne, chiffre le plus élevé de 2021. En moyenne, depuis janvier 2021, les ressortissants tunisiens représentent en effet 46,88% des migrants arrêtés. En juillet, plus de 4 000 personnes ont débarquées à Lampedusa (ce qui nécessite un à deux jours de traversée). Les migrants tunisiens constituent la deuxième nationalité des personnes débarquées sur les côtes italiennes.

Depuis le début de l'année, plus de 10 000 personnes au total ont rejoint l'Italie depuis la Tunisie. Les causes de cette augmentation sont diverses. L'amélioration des conditions climatiques a poussé davantage d'exilés dans les bateaux, faisant apparaître un phénomène de migration familiale. En août 2021, parmi les 3 904 personnes ayant rejoint l'Italie se trouvaient 502 mineurs non accompagnés, 138 mineurs accompagnés et 149 femmes. Autre cause de cet exode record : le contexte économique et social en Tunisie, qui ne connaît aucune évolution, et suscite un état de défiance envers l'avenir et un sentiment d'insécurité.

LIBYE

Un **trafiquant** présumé, accusé d'avoir détenu et torturé des migrants égyptiens contre rançon a été **arrêté** par les autorités libyennes, a annoncé dimanche 12 septembre 2021 le bureau du procureur général du pays. D'après un communiqué, le suspect est également accusé de traite d'êtres humains, et d'avoir coordonné de récentes traversées de migrants en mer Méditerranée. Les procureurs ont ordonné sa détention, et ont émis des mandats d'arrêt contre d'autres personnes dont les noms n'étaient pas mentionnés dans la déclaration. Des photos jointes au document montrent des exilés égyptiens à moitié nus, les mains liées dans le dos. Au moins trois personnes masquées semblent les battre et les torturer.

Un autre trafiquant, originaire de Somalie a aussi été arrêté ce week-end. Les autorités libyennes l'accusent d'être à la tête d'un réseau de trafic d'êtres humains à l'intérieur et à l'extérieur de la Libye. D'autres chefs d'accusation très lourds pèsent également sur lui. Selon les autorités, il a assassiné des dizaines de migrants, agressé sexuellement des femmes migrantes et maltraité des exilés détenus, contre rançon de leurs familles.

Les marocains en Libye

Les autorités libyennes détiennent depuis des mois des centaines de migrants marocains dans les prisons d'Ain Zara et de Ghout al-Shaal dans les régions ouest de Tripoli et plusieurs centres de détention de l'ouest du pays, dont le centre de détention d'Al-Daraj près de la zone de Ghadamès. Dans ce camps, les personnes manquent d'eau et de nourriture, et l'hygiène, dans la prison, est déplorable. L'insalubrité et la promiscuité favorisent la propagation rapide des maladies infectieuses parmi les migrants et de nombreux détenus ont contracté le Covid-19. Les migrants sont jetés en prison sans justification légale. De plus, en vertu des conventions et normes internationales, le gouvernement libyen a l'obligation de traiter ces détenus avec dignité, de leur fournir un abri adéquat et de leur permettre de jouir de leurs droits fondamentaux. L'organisation appelle les autorités marocaines à "*coopérer activement avec les autorités libyennes pour mettre fin aux souffrances de centaines de familles qui s'inquiètent toujours du sort de leurs enfants*". Les autorités marocaines - qui ont promis aux familles de "résoudre le problème" - travaillent "en coordination avec leurs homologues libyens pour renvoyer 195 Marocains détenus en Libye au pays !

Le danger s'est accru par rapport à l'année dernière 2020 . Les migrants cherchent à fuir la Libye où ils sont victimes de violences et où les droits humains sont violés. Lundi 12 septembre 2021, l'agence des Nations Unies pour les migrations a affirmé que plus de 23 600 migrants avaient été interceptés et renvoyés en Libye depuis le début de l'année. Soit deux fois plus que pour toute l'année 2020. Plus de 1 100 migrants ont été déclarés morts ou présumés morts dans de nombreux accidents de bateaux et naufrages au large de la Libye en 2021, contre au moins 978 l'année dernière.

UNION EUROPEENNE

Éviter la crise migratoire des afghans

L'ONU s'attend pour 2021 à un demi-million de réfugiés afghans supplémentaires.

Le mardi 31 août 2021, les Vingt-Sept ministres de l'Intérieur de l'UE se sont engagés, à soutenir les pays voisins de l'Afghanistan pour accueillir dans la région les réfugiés fuyant les Taliban, afin d'éviter un afflux migratoire jusqu'en Europe. Selon la commissaire européenne : "Nous n'avons pas vu d'arrivées importantes d'Afghans dans les pays voisins mais nous ne savons pas ce qui va se passer dans une semaine ou dans un mois, et nous devons nous préparer à différents scénarios". Lors de cette rencontre, plusieurs pays ont insisté sur la nécessité de stricts contrôles pour prévenir un éventuel risque terroriste :

- Il faut faire en sorte que les migrants restent près de chez eux et de leur culture, et que les personnes particulièrement menacées puissent venir dans l'UE (Allemagne).
- Le message à envoyer est : Restez sur place et nous soutiendrons la région (Autriche, Danemark ; Hongrie, Pologne et Tchéquie).
- Le ministre luxembourgeois a déploré que la politique migratoire européenne aille dans la mauvaise direction, appelant l'UE à établir des programmes de réinstallation de réfugiés pour donner espoir aux gens qui sont poursuivis, qui ne peuvent plus vivre normalement en Afghanistan.
- Il faut une cohérence entre l'accueil de réfugiés et la fermeté des contrôles. L'objectif est d'aider tous ceux qui nous ont aidés, sont pourchassés par les Taliban, mais ne pas accepter une immigration qui ne serait pas contrôlée. (France)

La Commission européenne est appelée à présenter des propositions pour soutenir ces pays voisins, comme le Pakistan et le Tadjikistan, dans le cadre du budget européen. Cette aide proviendrait notamment d'une enveloppe de 80 milliards d'euros prévue sur 2021-2027. Pour la commissaire européenne le meilleur moyen d'éviter une crise migratoire est d'éviter une crise humanitaire. C'est pourquoi nous devons soutenir les Afghans en Afghanistan par le biais des organisations internationales sur le terrain. L'UE a déjà annoncé le quadruplement de son aide humanitaire pour 2021 se montant à 200 millions d'euros à l'Afghanistan et aux pays voisins, mais conditionnée au comportement des Taliban, en matière de droits des femmes et des minorités. .

Aucun engagement chiffré n'a été annoncé de la part des États membres pour accueillir des réfugiés. Un forum sur les "réinstallations" de réfugiés afghans sera organisé en septembre 2021, a annoncé la commissaire, qui n'a toutefois pas avancé d'objectif quantifié. Dans leur déclaration finale, les États membres promettent aussi de "faire leur maximum pour garantir que la situation en Afghanistan ne mène pas à de nouveaux risques sécuritaires pour les citoyens de l'UE et mettent l'accent sur l'exécution des contrôles de sécurité des personnes évacuées.

"Nous devons prendre garde à ce que des personnes renvoyées de pays européens parce qu'il s'agissait de criminels, de violeurs ou autres ne reviennent pas sous le couvert de demandeurs d'asile", a commenté le ministre slovène Ales Hojs.

Oxfam a accusé les gouvernements européens de "se laver les mains de leur obligation internationale d'offrir un refuge à ceux qui cherchent la sécurité et de s'en décharger sur d'autres pays". Amnesty International a aussi exhorté l'UE à ne pas "reporter la responsabilité de la protection des réfugiés sur des pays tiers".

Réfugiés afghans et Union Européenne

Au moment du retrait de l'armée américaine le 31 août 2021, 20 000 Afghans ont fui le danger en direction du Pakistan. C'est pour eux la voie la plus évidente, alors que, fin 2020, 85 % des 2,6 millions de réfugiés afghans vivaient déjà au Pakistan (55,4 %) ou en Iran (30,1 %). Seulement 13 % des réfugiés Afghans arrivent dans l'UE, dont plus de la moitié en Allemagne. On décompte près de 5 000 personnes pour l'Italie, 4 400 pour l'Allemagne, 2 600 pour la France, 2 000 pour l'Espagne, 1 400 pour la Belgique... Le Royaume-Uni, sorti de l'UE, déclare en avoir évacué 14 500, sur un total de 123 000 exfiltrés, de source américaine. L'European Council on Refugees and Exiles (Ecre), qui fédère les principales organisations de défense des réfugiés, demande de mettre en place des programmes de « réinstallation » pour les Afghans qui ont déjà obtenu un statut de réfugié dans un pays voisin.

Le président du Parlement européen, s'est dit «très déçu» : Aucun État n'a eu le courage d'offrir refuge à ceux dont la vie est encore aujourd'hui en danger. *« Nous ne pouvons pas prétendre que la question afghane ne nous concerne pas, car nous avons participé à cette mission*

et en avons partagé les objectifs et les buts.» De leurs côtés, les ONG, à l'image d'Oxfam, ont accusé les gouvernements européens de «se laver les mains de leurs obligations internationales d'offrir un refuge à ceux qui cherchent la sécurité et de s'en décharger sur d'autres pays»

La cour des comptes européenne pour l'asile

Paru lundi 13 septembre 2021, le rapport de cour des comptes européenne sur la politique de réadmission de l'Union européenne (signé le 6 juillet 2021), a pour sous-titre : **des actions pertinentes, mais peu de résultats**. L'audit de la Cour des comptes, organe de contrôle des politiques et investissements financiers européens, s'est étendu de 2015 à mi-2020. Il conclut à un "manque d'efficacité du système de retour de l'UE", qui, selon la Cour, "encourage la migration irrégulière". Et ce, en raison d'un "manque de synergies" entre les États membres et entre les diverses politiques menées par les institutions européennes. Chaque année depuis 2008, 500 000 étrangers, en moyenne, reçoivent l'ordre de quitter l'UE parce qu'ils y sont entrés ou y séjournent sans autorisation. Mais seul un tiers d'entre eux retournent effectivement dans un pays tiers (29 % en 2019). Parmi ces retours effectifs, on compte autant de retours volontaires que d'expulsions forcées.

Des accords de réadmission (ARUE) ont été obtenus avec 18 pays tiers ; six autres sont en cours de négociation. Souvent, les contreparties proposées par l'UE touchent aux échanges commerciaux, à l'aide au développement ou encore à la politique de délivrance des visas. En Libye, par exemple, l'accès aux soins de santé et à l'enseignement scolaire ont été améliorés dans le cadre d'un programme de retours concernant la région du Sahel. Plus de 50 000 exilés présents en Libye ont ainsi été rapatriés dans leurs pays d'origine depuis 2019, et le budget du programme a été augmenté fin 2020 à 188 millions d'euros. De plus, entre 2016 et 2018, l'UE a obtenu six arrangements de réadmissions avec l'Afghanistan, le Bangladesh, la Guinée, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie et la Gambie. Ces arrangements, juridiquement non contraignants, remportent "plus de succès" que les ARUE, de par leur plus grande "souplesse". Mais les négociations piétinent avec l'Algérie et le Maroc. Dans réponse, la Commission européenne indique que "Les retours volontaires restent l'option la plus viable et l'Union continuera de soutenir la réintégration des personnes visées par une décision de retour".

ALLEMAGNE

La prise de pouvoir des Taliban et l'exil forcé et précipité de milliers de personnes laisse supposer que de nombreux Afghans continueront à chercher à fuir leur pays, pour éventuellement tenter de rejoindre l'Europe. En Allemagne, certains réfugiés installés dans le pays redoutent les effets secondaires d'une éventuelle nouvelle vague de demandes d'asile. On craint que la crise afghane pousse les électeurs allemands à exiger de la prochaine coalition gouvernementale un durcissement de sa politique migratoire. Les Afghans qui veulent faire venir, en Allemagne, leurs familles restées en Afghanistan ont peur que le futur chancelier décide de suspendre le droit des réfugiés de faire venir les membres de leur famille.

Première femme noire élue au Parlement régional de Rhénanie-Palatinat, fille d'un père kenyan et d'une mère allemande, immigrée de la deuxième génération, née à Coblenche, elle fait figure d'exception dans le monde politique allemand. Elle est la première femme noire élue au Parlement régional de Rhénanie-Palatinat. Cependant en Allemagne, l'accès à la politique pour les migrants et réfugiés reste très limité puisque un syrien, a été contraint de retirer sa candidature aux élections législatives après un déferlement d'attaques racistes.

À deux semaines des élections législatives du 26 septembre elle livre son point de vue sur l'état de la culture d'accueil en Allemagne. La région de Rhénanie-Palatinat est prête prêts à

continuer à accueillir des réfugiés afghans, mais aimerait à une approche coordonnée au niveau fédéral. Une part de la population est prête à la violence lorsqu'il s'agit d'exclusion, de racisme et de discrimination. L'accueil des réfugiés leur fournit une sorte de justification. Mais cela ne doit jamais être la raison qui pousse à prendre une décision différente. La grande majorité de la population est tout à fait consciente qu'en étant l'un des pays le plus riche du monde, nous devons nous comporter en conséquence, c'est à dire en aidant et en accueillant ceux qui cherchent une protection. En Allemagne, il y a une grande volonté d'aider, mais l'idée selon laquelle les personnes qui viennent ici, quel que soit leur statut, seraient un atout et que nous aurions besoin d'elles est peu répandue. Ceux qui viennent en Allemagne sont obligés de nous remercier tout le temps, car c'est le sentiment que nous leur donnons. On leur dit : *« Vous faites partie des rares élus qui ont le droit de rester ici alors remerciez nous ! »* En réalité, c'est à nous de les remercier, car sans eux, le pays ne fonctionnerait pas et les lumières s'éteindraient ».

Plusieurs milliers d'afghan arrivent en Allemagne.

Depuis la prise de pouvoir des talibans en août 2021, plus de 4.500 personnes, principalement des Afghans, ayant travaillé pour la Bundeswehr ou d'autres agences allemandes présentes en Afghanistan, sont arrivées en Allemagne à bord de vols d'évacuation de l'armée allemande. Plusieurs centaines d'autres ont été évacuées via le Qatar, après la fin du pont aérien fin août 2021. L'Allemagne s'était toutefois engagé à offrir une protection à davantage de personnes menacées et se trouvant encore en Afghanistan ou dans la région.

Mardi 14 septembre 2021, le gouvernement allemand a annoncé le lancement d'un nouveau processus d'accueil pour faire venir en Allemagne quelque 2.600 militants afghans des droits de l'homme, mais aussi des artistes, des scientifiques, des journalistes et d'autres personnes originaires d'Afghanistan ou de pays voisins dont une liste, dite "liste des droits de l'homme", a été dressée. Ces personnes ont reçu ce mardi l'autorisation de se rendre en Allemagne. Cette liste comprend les personnes qui n'étaient pas employées par des agences allemandes ou par la Bundeswehr en Afghanistan, mais qui, en raison de leur travail ou militantisme, sont toujours en danger. Les partenaires et les enfants des personnes figurant sur la liste recevront également des droits de séjour en Allemagne et n'auront pas à demander l'asile. Le ministère de l'Intérieur a par ailleurs tenu à assurer que les autorités allemandes vérifieront soigneusement l'identité des personnes qui prétendent figurer sur la liste afin que certaines personnes ne viennent pas avec de faux documents.

AUTRICHE

Le gouvernement autrichien a adopté une ligne dure en ce qui concerne sa politique migratoire. Le ministre de l'Intérieur souhaite continuer à renvoyer les Afghans déboutés du droit d'asile – un débat qui s'est intensifié après le meurtre en juin d'une adolescente de 13 ans, attribué à des demandeurs d'asile afghans. (voir les propos du porte-parole des talibans ci-dessous).

Avec l'objectif d'empêcher "un nouvel exode vers l'Europe", le chancelier autrichien prône, lui, "une solution régionale". À l'issue de la réunion du 7 septembre 2021, il a fait savoir que l'Autriche avait convenu d'une enveloppe de 18 millions d'euros pour aider les réfugiés afghans dans les pays voisins de l'Afghanistan. *« Nous tenterons d'alléger leurs souffrances, mais nous sommes convenus que l'année 2015 ne devrait pas se reproduire. Nous sommes contre l'immigration illégale et nous combattons les passeurs ».*

DANEMARK

Jeudi 2 septembre 2021, paraîtra devant une cour spéciale de justice l'ex-ministre de l'Immigration de 2015 à 2019 dans un gouvernement de centre-droit soutenu par la droite populiste anti-immigration. C'est le premier cas en 25 ans. Elle assumait la très restrictive politique d'accueil du Danemark et s'enorgueillissait d'avoir adopté plus de 110 amendements restreignant les droits des étrangers. En 2016, le Danemark, par sa politique stricte anti-migrants, avait imposé une loi controversée - et portée par l'ex-ministre – qui permettait de confisquer aux demandeurs d'asile argent et biens de valeur pour financer leur séjour. Elle est accusée d'avoir contrevenu à la loi en séparant d'office les couples de demandeurs d'asile, lorsque l'un d'entre eux était âgé de moins de 18 ans pour lutter contre les mariages d'enfant forcés. Cette même année, 23 couples, dont la différence d'âge était majoritairement peu importante, avaient été séparés, sans examen individuel de leur dossier, en vertu de la consigne donnée par la ministre libérale. Interrogée en commission d'enquête en février, elle aurait donné des informations incorrectes ou trompeuses. La cour est composée d'un maximum de 15 juges de la Cour suprême et d'un nombre identique de membres choisis par le Parlement. Pendant les 46 jours d'audience, les 26 juges de la Cour vont tenter de déterminer si la consigne de « séparation des couples » constituait ou non une "violation de la Convention européenne sur les droits de l'Homme. Elle pourrait écoper d'une amende ou d'une peine de prison de deux ans maximum.

Les autorités danoises ont annoncé mardi 7 septembre 2021 que les migrants vivant dans le pays devront désormais travailler au moins 37 heures par semaine pour pouvoir prétendre aux allocations sociales. *"Nous voulons introduire une nouvelle logique de travail où les gens ont le devoir de contribuer et d'être utiles, et s'ils ne peuvent pas trouver un emploi régulier, ils doivent travailler pour leur allocation".* "Pendant trop d'années, nous avons rendu service à beaucoup de gens en ne leur demandant rien" a déclaré la Première ministre. Dans un premier temps, l'ambition est d'intégrer 20 000 personnes en les poussant à trouver un emploi, par le biais des 98 communes que compte le Danemark. Cela pourrait être un travail sur la plage pour ramasser les mégots de cigarettes ou du plastique (...) ou aider à résoudre diverses tâches au sein d'une entreprise", "le plus important est que les gens sortent de chez eux" selon le ministre de l'Emploi. Le texte va d'abord concerner les migrants qui perçoivent des allocations depuis trois à quatre ans et qui n'ont pas atteint un certain niveau de scolarité et de maîtrise du danois. Dans son projet de loi, le gouvernement signale que six femmes sur dix originaires du Maghreb, de Turquie et du Moyen-Orient sont en dehors du marché du travail danois. Le gouvernement se targue de son côté d'aider, avec cette nouvelle loi, les migrants à s'intégrer dans la société. L'opposition craint "que cela ne se transforme en dumping social soutenu par l'État, envoyant des gens vers des emplois insensés"

ESPAGNE

De vendredi 3 à dimanche 5 septembre 2021, 155 migrants ont atteint les côtes de la région de Murcie, au sud de l'Espagne. Répartis sur 13 embarcations pneumatiques, tous sont de nationalité algérienne. La majorité a d'abord été amenée au port de Carthagène pour se soumettre à des tests PCR.

Le matin du samedi 4 septembre 2021, la Garde civile et les secours maritimes ont secouru les 23 occupants d'un canot pneumatique qui se dirigeait vers la côte sud de Majorque. Lundi 6 septembre 2021, des femmes et des mineurs ont également été interceptés par la Garde civile et les secours. Seize autres personnes ont aussi été interceptées au large d'Alicante.

Le 4 septembre 2021, le tribunal de la ville espagnole recevait plus de 150 Algériens arrivés par bateaux afin d'entamer les procédures de rapatriement vers l'Algérie.

Canaries

Mardi 31 août 2021, les autorités espagnoles ont déclaré un naufrage au large des Canaries qui a fait au moins 30 disparus. 60 personnes avaient initialement pris place à bord du canot. Deux bateaux gonflables (zodiac) ont été portés disparus : l'un transportant 42 personnes, et l'autre 59. Ils étaient partis de la même zone : Tan-Tan dans le sud du Maroc.

Jeudi 2 septembre 2021, une embarcation a fait naufrage avec 86 personnes à son bord, a indiqué l'ONG espagnole Caminando Fronteras. Le drame a eu lieu au large de Dakhla, à l'extrême sud du Sahara occidental. La marine marocaine a pu récupérer 22 corps mais aucun survivant n'a été trouvé. Les corps qui se trouvent à la morgue sont ceux de 21 femmes et d'une petite fille de deux ans, la plupart de ces femmes étaient originaires de Côte d'Ivoire et Guinée-Conakry.

Lundi 13 septembre 2021, trois embarcations qui se trouvaient au large des îles de Fuerteventura, Grande Canarie et Lanzarote ont été secourues. Parmi les rescapés, tous originaires des pays d'Afrique subsaharienne, figurent 38 femmes – dont une enceinte - et onze enfants. La traversée depuis les côtes ouest-africaines est particulièrement longue et dangereuse en raison de forts courants. De nombreuses embarcations disparaissent ou font naufrage en mer.

Mardi 14 septembre, près de 400 personnes sont arrivées aux Canaries dans douze embarcations que les secours maritimes espagnols avaient repéré dans les eaux environnantes. Depuis l'île de Grande Canarie, les secours maritimes et la Croix-Rouge ont porté assistance à 182 personnes, réparties sur six canots. Depuis l'île de Lanzarote, les secours ont pris en charge 210 personnes dans six autres canots. Certaines personnes ont été transférées à l'hôpital. La grande majorité des 365 exilés (treize femmes et trois enfants) sont originaires de pays du Maghreb.

Mercredi 15 septembre 2021, six nouvelles embarcations avec 225 personnes à leur bord, ont été secourues au large de l'archipel espagnol des Canaries. Les garde-côtes espagnols ont porté secours à 38 hommes originaires du Maghreb alors que leur embarcation se trouvait au large de l'île de Lanzarote. Les secours avaient été appelés par un homme qui se trouvait à bord de l'embarcation. Selon les autorités espagnoles, les rescapés se trouvaient plutôt en bonne santé et ont été transférés vers Arrecife. Quatre autres bateaux ont été repérés par un avion des garde-côtes, à 44km au sud de l'île de Grande Canarie. En fin d'après-midi mercredi 15 septembre 2021, les sauveteurs avaient porté assistance à 77 hommes, 21 femmes et deux enfants. Le sixième bateau se trouvait, au large de l'île de Tenerife quand il a été secouru.

Ceuta

Jeudi 2 septembre 2021, un jeune Marocain s'est noyé, en tentant de rallier à la nage l'enclave espagnole. Il était en compagnie d'un autre migrant marocain qui a pu être sauvé. Les migrants pensent que nager est le chemin le plus rapide mais c'est surtout très dangereux car l'eau est froide et il y a des courants marins trompeurs.

Les jeunes, partis d'une situation économique déjà précaire, cherchent une façon de poursuivre leur périple coûteux, ou simplement de survivre, de s'acheter à manger. C'est souvent quand ils n'ont pas d'alternative qu'ils acceptent des situations d'exploitation par le travail ou se retrouvent pris dans l'exploitation sexuelle. La multiplication de l'exploitation dans lesquelles se retrouvent de nombreux jeunes exilés dans les enclaves espagnoles est directement liée aux politiques migratoires. "Le grand problème c'est qu'avec les déportations illicites mi-août à Ceuta, beaucoup d'enfants, par peur, ont fui les centres d'accueil et vivent depuis dans la rue. Le jugement suspendant ces expulsions a été confirmé ; et ces dernières n'ont plus cours. Mais selon diverses sources, au moins 200 jeunes seraient ainsi sortis des radars du personnel des centres d'accueil. Une errance renforcée, qui profite aux réseaux de traite des êtres humains et d'exploitation par le travail.

Méllila

le 17 août, où 57 migrants subsahariens sont parvenus à passer la frontière

350 migrants d'origine subsaharienne ont tenté samedi 28 août 2021 de franchir la clôture de Melilla. Les gardes-frontières marocains qui ont alerté leurs homologues espagnols. Une enquête vient d'être ouverte (16 septembre 2021) contre des employeurs soupçonnés d'avoir imposé des conditions de travail illégales à un mineur non-accompagné marocain, à Melilla.

Un jeune marocain non-accompagné à Melilla, exploité par un fournisseur de produits alimentaires et ménagers, touchait 10 euros par semaine, avec des journées de 10 heures, du lundi au samedi et parfois le dimanche, et était hébergé dans un lieu ancien, qui ne répondait pas aux normes de salubrité. Resté six mois auprès de ce premier patron, le jeune a travaillé pour un second employeur, toujours dans le transport de marchandises, et avec les mêmes conditions salariales, pendant deux mois. Jusqu'à ce qu'un jour, faute de protection adaptée, il perde un doigt dans un accident du travail. L'employeur lui aurait demandé de mentir à l'hôpital en expliquant qu'il s'était coupé le doigt en montant dans un camion vers l'Espagne. Un mensonge marchandé contre une importante somme d'argent. Le jeune aurait livré cette fausse version, sans jamais toucher par la suite l'argent promis. Découverte à cette occasion, la situation du jeune fait désormais l'objet d'une enquête pour exploitation par le travail. La préfecture de police a souligné "l'extrême vulnérabilité" dans laquelle le garçon se trouvait.

Rocher espagnol de Velez



Le Maroc compte sur son sol plusieurs petites enclaves espagnoles. Les plus célèbres sont Ceuta et Melilla, des territoires où sont installés des citoyens espagnols. Le Rocher de Vélez de la Gomera, 260 mètres de long et 100 mètres de large, est reliée au nord du Maroc par une étroite bande de terre. Aucun civil n'est présent, la zone est exclusivement militaire.

Lundi 20 septembre 2021, à l'aube, 125 migrants d'Afrique subsaharienne, dont 60 femmes et

huit enfants, sont entrés sur le Rocher de Vélez de la Gomera. Le groupe avait identifié la presqu'île grâce au drapeau espagnol qui flottait au loin sur le Rocher. « *On a escaladé rapidement la clôture de barbelés qui sépare les deux pays pour ne pas être intercepté par les Marocains* ». "La police marocaine a essayé de nous arrêter en nous frappant avec leurs matraques, mais on était trop nombreux, ils étaient dépassés". La centaine de personnes arrivée, a signifié aux militaires leur souhait de déposer l'asile. Tous ont renseigné sur un petit bout de papier leur identité ainsi que leur volonté de demander l'asile. "Les soldats ont pris nos informations, et nous ont dit qu'ils allaient nous aider". Quelques heures plus tard, les autorités espagnoles ont renvoyé violemment les migrants côté marocain. Elles ont été épaulées par les forces marocaines. Plus de 200 soldats marocains sont arrivés avec des tenues anti-émeutes". Les migrants ont ensuite été placés dans des bus et déposés à plus de 10 heures de route, en plein milieu du désert près de la frontière algérienne. Durant tout le trajet, les exilés n'ont pas eu droit à de l'eau ou de la nourriture, et l'accès à des toilettes leur a été refusé. Laissés en pleine nuit au beau milieu du désert, le groupe composé de femmes et d'enfants en bas âge a marché près de six heures pour rejoindre la première grande ville, Beni-Mellal. Ils erraient, désespérés, mardi midi 21 septembre 2021 dans la ville, sans argent pour rejoindre leurs habitations ou pour se payer le transport et trouver de quoi manger. Le Défenseur des droits espagnol, saisi par plusieurs ONG a envoyé une lettre aux autorités de son pays. Il exhorte Madrid à respecter la Convention de Genève ainsi que la loi espagnole relative au "principe de non-

refoulement qui empêche les personnes ayant besoin d'une protection internationale (...), d'être renvoyées sans procédure".

La route migratoire vers l'**Andalousie** est de plus en plus empruntée ces derniers mois par les exilés souhaitant rejoindre l'Europe et fuyant les contrôles renforcés le long des côtes marocaines et tunisiennes. Les 18 et 19 septembre 2021, au moins 376 personnes sont arrivées en Andalousie depuis les côtes algériennes. Entre le 1er janvier et le 6 septembre 2021, 6 173 migrants ont débarqué dans la région depuis l'Algérie (HCR). Entre dimanche 19 et mardi 21 septembre 2021, huit corps ont été retrouvés sur différentes plages de la province d'Almería, dans le sud de l'Espagne. Huit cadavres (dont 1 enfant et 3 femmes) ont été localisés entre les villes de Carboneras et Veta, correspondant à une ou plusieurs embarcations. Le nombre d'arrivées ne cesse d'augmenter, ainsi que les décès en mer sur les 200 à 300 kilomètres qui séparent les côtes algériennes de l'Andalousie. Entre janvier et avril 2021, 61 migrants, partis depuis la ville de Mostaganem, ont péri en mer ; 34 personnes, parties d'Oran, sont également décédées, ainsi que 28 autres parties d'Alger.

GRECE

En Grèce, l'extension d'un mur de 40 kilomètres le long de sa frontière terrestre avec la Turquie, doublé d'un système de surveillance électronique se termine. Vendredi 27 août 2021, le ministre grec de la "*Protection des citoyens*" s'est rendu, avec forces caméras de presse, à Evros en Thrace, à la frontière avec la Turquie, et a longuement posé, près d'une imposante clôture de métal bleu flambant neuve. C'est le symbole de la primauté de la protection de ses frontières face aux entrées illégales, et du peu de considérations humanitaires liées à la situation afghane. C'est la principale réaction de la Grèce à la crise afghane et à la perspective d'une arrivée massive d'exilés afghans. En parallèle, les Afghans de Grèce, tentent, de sensibiliser au sort de leurs compatriotes qui fuient le pays.

Samos

Samedi 18 septembre 2021, La Grèce inaugure le « **Centres polyvalents de réception et d'identification** » camp fermé et à accès contrôlé, de l'île de Samos. Double grillage, barbelés et caméras de surveillance, scanners à rayons X et portes magnétiques à l'entrée, centre de rétention intégré, ce nouveau camp ne sera accessible que par les demandeurs d'asile munis de badges dotés de puces électroniques. La nuit, les va-et-vient seront totalement interdits. Ce modèle des structures contrôlées sera progressivement adopté dans toutes les îles et en Grèce continentale, selon le ministre grec des Migrations. Un camp de ce type devrait être terminé le mois prochain à Leros. Ces dispositifs inquiètent les ONG et les défenseurs des droits de l'homme. Ils sont éloignés des centres villes (à 10 km de Vathy- capitale de Samos). Les personnes retenues risquent d'avoir moins de chance de trouver des opportunités d'emplois sur place ou d'avoir les moyens d'améliorer leur apprentissage de la langue grecque. Les enfants devraient pouvoir toujours fréquenter l'école publique.

Un incendie important s'est déclaré, dimanche 19 septembre 2021, dans la soirée, dans le camp de Vathy, sur l'île grecque de Samos. Le feu a débuté alors que le camp doit être vidé de ses occupants. Aucune victime n'est à déplorer. Il n'y a pas de danger pour ceux qui sont encore là, car le feu a pris dans des baraques abandonnées dans la partie ouest du camp. Sur les 550 migrants encore présents sur l'île, 300 demandeurs d'asile seront transférés lundi 20 septembre 2021, dans la nouvelle structure. Dix mineurs non accompagnés ont été conduits dimanche soir vers le nouveau camp. Les demandeurs d'asile s'interrogent et s'inquiètent, eux qui s'appêtent à quitter le camp de Vathy et ses airs de bidonville pour le nouveau camp de l'île de Samos et sa réputation de prison.

Alors que les transferts entre les deux camps démarrent tout juste, le 21 septembre 2021, la pelleuse est déjà prête. La destruction de l'ancien camp de Vathy est prévue pour la fin de semaine.

Lesbos

"Il n'y aura plus de Moria", avaient déclaré les autorités grecques et européennes après l'incendie du camp surpeuplé, dans la nuit du 8 au 9 septembre 2020. L'accueil des demandeurs d'asile devait être "plus humain" et plus sûr. Un an plus tard, les conditions de vie des demandeurs d'asile sur l'île sont toujours désastreuses et le gouvernement grec multiplie les lois restreignant l'accès aux protections internationales.

Les migrants vivent dans des conditions inhumaines. Ils sont huit dans une petite tente. Lorsque la tente est en face des toilettes, l'odeur est insupportable. Il n'y a que quelques heures d'électricité par jour et la nourriture qu'on leur donne est périmée. *"À Moria, il y avait une insécurité totale donc pour la sécurité, ici, c'est un petit peu mieux* ». Les conditions de vie sont épouvantables dans le camp. Les gens sont les uns sur les autres. Ils sont pris en étau entre, d'un côté la mer et, de l'autre, des barbelés et la police. Les sanitaires sont trop peu nombreux, très sales et trop éloignés des tentes. Les femmes et les enfants arrêtent de boire à 18 heures pour ne pas à avoir à aller aux toilettes la nuit parce qu'ils ne se sentent pas en sécurité.

En un an, ce nouveau camp, présenté au départ comme "temporaire", a doublé de taille et ne cesse de s'agrandir. À Lesbos, plus personne ne parle aujourd'hui de centre provisoire. Le lieu, qui abrite quelque 3 500 personnes, est devenu le camp de Kara Tepe ou Moria 2.0. En septembre 2020, les autorités grecques avaient annoncé la construction, d'ici "l'été 2021", d'un camp fermé où les conditions de vie décentes seraient garanties ! Mais les travaux de cette nouvelle structure n'ont toujours pas débuté. À Samos, la construction du camp a duré quatre ans !

Depuis le 6 juin, le renvoi vers la Turquie s'est ajouté à la longue liste des inquiétudes des exilés. Au nom de la "lutte contre les flux migratoires illégaux", le gouvernement grec reconnaît la **Turquie comme pays sûr** pour les Syriens, les Afghans, les Somaliens, les Pakistanais et les Bangladais. Les gens se font rejeter à la chaîne. La présence d'un avocat n'est pas obligatoire en première instance, seulement en appel. Mais les avocats désignés sont souvent à Athènes, les demandeurs d'asile ne les voient jamais.

Quelques 26 000 enfants (fin 2020) demandeurs d'asile et réfugiés sont en âge d'être **scolarisés**. Mais seul un tiers des enfants migrants sont scolarisés dans le pays. En 2020, la pandémie de Covid-19 a rendu encore plus difficile l'accès à une scolarité régulière pour ces enfants par la fermeture des écoles et le manque de connexion internet et matériel informatique dans les camps du pays. Lorsque les écoles étaient ouvertes durant les confinements les enfants des réfugiés n'ont pas été autorisés à quitter leur camp pour aller en classe. Cependant, la Grèce est l'un des pays de l'Union européenne qui dispose du plus grand nombre d'enseignants : 1 pour 9,2 enfant (en France 1 pour 19,2). Par ailleurs, le transport scolaire reste alors un problème majeur car les lieux d'hébergement des réfugiés se trouvent généralement dans des zones isolées.

Le comité européen des droits sociaux, en Janvier 2021, a estimé que la Grèce violait les droits des enfants réfugiés et le droit à l'éducation des enfants, sur les îles grecques où sont confinés les nouveaux arrivants de Turquie. Elle n'avait pas mis en place les "mesures immédiates" pour "garantir l'accès à l'éducation" que le Comité avait indiqué nécessaires en mai 2019, indique la décision rendue publie le 12 juillet 2021. Moins de 15 % des enfants dans les camps de réfugiés ont fréquenté l'école formelle l'année précédente. Dans les Centres d'Accueil et d'Identification (RIC), le taux de fréquentation chute à 0,3 %, avec seulement sept enfants sur 2 900 fréquentant la classe.

Le rapport d'une ONG a révélé que la Grèce n'avait pas utilisé **les fonds de la Commission européenne** pour l'intégration des réfugiés en 2020. Or l'union européenne a alloué 625 millions d'euros de soutien aux écoles interculturelles. "En 2020, l'UE a contribué à financer 816 millions

d'euros supplémentaires du budget national de l'éducation de la Grèce, y compris pour les enfants réfugiés. Le 15 septembre 2021, le Greek council for refugees et Save the children, ont publié un rapport qui dresse un tableau des obstacles à l'éducation des enfants réfugiés et appellent le gouvernement grec à répondre à ses obligations de scolariser ces enfants.

Les témoignages de **refoulement** se multiplient sur les îles de la mer Égée et à la frontière turque, près du fleuve Evros, dans le nord de la Grèce. Une ONG dénonce une pratique quasi-systématique des refoulements de migrants en mer Égée, pointant les milliers d'"arrivées manquantes" sur les côtes grecques en 2020 et 2021, par rapport à 2019. "Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué qu'un peu plus de 9 600 migrants ont atteint la Grèce par la mer au cours de l'ensemble de l'année 2020, ce qui représente une diminution de 85 % par rapport à 2019 - et est équivalent au nombre d'arrivées sur les îles grecques au cours du seul mois de novembre 2019". Des milliers de personnes ont continué à partir des côtes turques, comme les années précédentes, mais ne sont jamais arrivées en Grèce car beaucoup ont été refoulées. Les refoulements constituent, depuis mars 2020, une "politique par défaut". Cela représente une violation des droits de l'Homme totale. Les renvois d'exilés en Turquie ont par ailleurs été facilités par la décision du gouvernement grec de reconnaître, en juin, la Turquie comme pays sûr (depuis 2016) pour les demandeurs d'asile originaires de Syrie, d'Afghanistan, du Pakistan, du Bangladesh et de Somalie. À leur arrivée en Grèce, les personnes originaires de ces pays – soit la grande majorité des demandeurs d'asile – ne sont donc plus interrogés sur les menaces qui les visaient dans leur pays mais uniquement sur la Turquie. L'entretien dure 15 minutes et il suffit de démontrer que la personne a un lien avec la Turquie pour qu'elle soit renvoyée. Mais ce lien peut être extrêmement faible. Depuis septembre 2020, le parlement grec a également adopté des mesures permettant d'accélérer les procédures de demande d'asile et ainsi de rejeter au plus vite les personnes déboutées.

HONGRIE

Le 2 septembre 2021, selon les ONG, 200 à 300 personnes feraient quotidiennement l'objet de renvois forcés de Hongrie vers la Serbie. Beaucoup de réfugiés, principalement originaires d'Afghanistan et de Syrie, présentent des blessures et dénoncent la violence de la police hongroise.

ITALIE

Le leader d'extrême droite italien Matteo Salvini, qui devait être jugé le 15 septembre 2021 pour séquestration de personnes et abus de pouvoir après avoir refusé de laisser débarquer 147 migrants en août 2019, a vu son **procès finalement reporté au 23 octobre**. Il est accusé de séquestration de personnes et d'abus de pouvoir pour avoir interdit le débarquement de 147 migrants secourus en mer par l'ONG *Open Arms* en août 2019..

Vintimille

Un jeune homme de 17 ans, venant du Bangladesh est mort dimanche 29 août 2021 en début d'après-midi à la frontière italo-française. Il avait tenté d'atteindre la France en montant sur le toit d'un train quand il a été électrocuté. Le corps de l'adolescent a été récupéré par les pompiers et emmené à la morgue après l'alerte donnée par le conducteur du train. Le maire de la ville de Vintimille s'est rendu sur les lieux du drame et a exprimé sa "grande consternation face à cette tragédie". Pour éviter d'autres accidents, l'édile a demandé à la ligne ferroviaire italienne de mettre en place une "équipe pour contrôler les trains à l'arrivée et au départ de Vintimille, en collaboration avec la police des chemins de fer".

La brigade commune franco-italienne créée en février 2021 présente son bilan à Menton, le mercredi 15 septembre 2021. L'objectif est de lutter contre l'immigration et les réseaux de passeurs. *" Notre adversaire n'est pas le migrant" plaide le directeur central italien de la police aux frontières , " l'objectif est de neutraliser les passeurs qui se rendent coupables de trafic d'êtres humains et aussi de mineurs. Mais "en respectant les droits de l'homme !", et dans les limites de ce que décide la loi.* Face à la forte hausse du nombre de migrants illégaux et à l'impunité des passeurs, cette brigade peut intervenir en continuité de chaque côté de la frontière. Elle obtient des résultats prometteurs. Depuis sa création il y a eu 27 arrestations dont un gros bonnet de la mafia nigériane recherché en Italie. Les binômes ont effectué 2730 contrôles automobiles, dont une centaine dans les trains transfrontaliers. La France envisage la création de ce type de partenariat avec les Allemands et les Espagnols.

Lampedusa

Samedi 28 août 2021, environ 820 personnes, réparties sur 13 embarcations de fortune, sont arrivées sur l'île ; 539 exilés étaient entassés sur un même bateau de pêche. Ils ont été secourus au large de Lampedusa par les garde-côtes italiens. L'opération délicate a impliqué plusieurs navires de sauvetage, les autorités craignant que le canot surchargé ne coule. Nombre de passagers montraient des signes de violences et de coups subis lors de leur séjour en Libye. Plus de 1 000 personnes ont été prises en charge samedi 28 dans le hotspot de l'île, pour une capacité initiale de 250 places. "Une fois de plus, l'île se prépare à faire face seule au fardeau de l'accueil humanitaire", a déploré le maire. Dimanche 29 août 2021, plusieurs transferts ont été opérés par les autorités afin de désengorger la structure d'accueil : des centaines d'exilés ont été orientés vers les villes sicilienne de Pozzallo et Porto Empedocle, d'autres vers des navires de quarantaine. Le procureur d'Agrigente a ouvert une enquête pour faire la lumière sur l'arrivée de 539 migrants dans un même canot. Les autorités italiennes soupçonnent une organisation criminelle d'être à l'origine du départ de cette embarcation surchargée.

Depuis le début de l'année, plus de 37 000 personnes ont débarqué en Italie

POLOGNE

Le président polonais a signé jeudi 2 septembre 2021 un décret sur l'introduction de l'**état d'urgence** pendant 30 jours à la frontière avec la Biélorussie, dans les régions de Podlasie et Lublin, de crainte d'un flux massif de migrants. Cet état d'urgence est destiné à diminuer la tension à la frontière biélorusse longue de 418 kilomètres. *« La situation à la frontière est difficile et dangereuse [...] Nous devons prendre de telles décisions et assurer la sécurité de la Pologne et de l'UE »*, a déclaré le porte-parole du président. Dans 183 localités de la zone frontalière, l'accès des médias à la zone concernée sera formellement interdit et celui des personnes autres que les riverains fortement limité. Les manifestations sont également interdites dans la zone concernée, une bande de territoire large d'environ trois kilomètres le long de la frontière. Toute personne y séjournant doit être munie d'une pièce d'identité. Le port d'armes est interdit. La section polonaise du Press Club a aussitôt protesté contre "la privation de l'opinion publique d'informations provenant de sources indépendantes". L'opposition accuse le parti populiste au pouvoir Droit et Justice d'utiliser la question des migrations comme un moyen de remonter dans les sondages. Le Président dispose désormais de 48 heures pour soumettre le décret au Parlement qui a le droit de le révoquer. Le Parlement doit se réunir lundi 6 septembre 2021.

Selon les douanes polonaises, plus de 10 000 personnes patientent à la frontière avec la Biélorussie pour entrer dans l'Union européenne (UE). La majorité tentent d'atteindre l'Allemagne ou la France, mais ne se rendent pas compte que pour rendre visite à leurs frères, sœurs ou autres proches, la frontière polonaise est un passage obligé. Les 3 et 4 septembre 2021, 367 migrants auraient été empêchés de franchir illégalement la frontière.

Dimanche 19 septembre 2021, les corps de quatre personnes, apparemment des migrants selon les autorités des deux pays, ont été découverts dans la région frontalière. D'après les garde-frontières polonais, les cadavres de trois exilés ont été retrouvés dans trois endroits différents à la lisière des deux États. Les Biélorusses ont dans le même temps indiqué avoir récupéré le corps sans vie d'une migrante irakienne "à un mètre de la frontière" avec la Pologne. Pour un garde-frontières biélorusses, des "signes évidents" laissent à penser que le corps de cette femme a été "traîné" depuis le côté polonais de la frontière. Son mari a raconté que les militaires polonais les avaient conduits à la frontière côté Biélorussie, contre leur gré, pieds nus et sous la menace. Cette femme a été retrouvée morte, à ses côtés se trouvaient trois enfants, un homme et une femme âgée, en relative bonne santé, tous Irakiens. Une enquête a été ouverte en Biélorussie et des représentants du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) ont été invités à se rendre sur place. des centaines de bougies ont été allumées et déposées par les habitants de Varsovie devant le siège des garde-frontières, pour rendre hommage aux exilés. Lundi 20 septembre 2021, près de 500 soldats et huit véhicules spécialisés sont envoyés à la frontière pour empêcher les migrants d'entrer. Il rejoignent les 900 militaires présents depuis août 2021. Une clôture de barbelés est également en construction à la frontière.

Un groupe de 10 migrants personnes erre dans la forêt polonaise, à la frontière biélorusse. Il a été emmenés dans un bureau, où les gardes leur ont posé beaucoup de questions sur leur périple. "Mais aucune demande d'asile n'a été instruite. Il y avait un interprète en anglais, que seul un migrant pouvait comprendre, mais personne pour traduire les questions en français ni en lingala". Après cela, les garde-frontières ont emmené le groupe un peu plus au sud, à Nowosady, et l'ont abandonné là. Les migrants ont passé la nuit dans une maison abandonnée à la frontière, coincés entre les autorités polonaises d'un côté, et les biélorusses de l'autre. La Convention de Genève oblige la Pologne à recevoir et traiter les demandes d'asile. Mais depuis le 20 août 2021, les autorités ont modifié la réglementation sur les passages aux frontières. Le nouveau texte stipule qu'à cette date, les migrants sont désormais "dans l'obligation de quitter le territoire de la République de Pologne". En cas de passage illégal, celles-ci seront "ramenées à la frontière de l'État" et "sommées de quitter le pays immédiatement". Les garde-frontières ont toute liberté pour refouler les migrants. Avec l'instauration, le 2 septembre 2021, de l'état d'urgence interdisant à toute personne de s'approcher de la frontière – organisations humanitaires et journalistes y compris – les militaires ont carte blanche. "Si des personnes sont repérées au point de passage frontalier où la circulation est interdite [...] elles sont renvoyées à la frontière de l'État. L'application de ces dispositions est obligatoire". À la frontière, entrer en contact avec les migrants et leur apporter de l'aide, est donc devenu impossible. Selon les autorités polonaises, 4 131 tentatives de traversées illégales depuis la Biélorussie vers la Pologne ont été comptabilisées du 1er au 19 septembre 2021 (241 en juillet 2021 et 3510 en août 2021).

TCHEQUIE

Le mardi 7 septembre 2021, à l'issue d'une rencontre avec son homologue slovaque et le chancelier autrichien, la conclusion présentée par le Premier ministre tchèque est «Il "n'y a vraiment pas de place" pour les réfugiés afghans dans l'Union européenne (UE). La "meilleure option, finalement, est celle qui "permet aux gens de rester en Afghanistan". Or le nouveau gouvernement taliban menace d'une arrestation ou pire, d'une exécution, pour les Afghans ayant collaboré avec les forces étrangères.

EUROPE

ALBANIE

Un homme de 40 ans a été arrêté lundi 7 septembre 2021 sur la route près de la frontière macédonienne. À l'intérieur de son véhicule, la police a découvert 68 migrants. Ils auraient payé 150 euros chacun pour traverser l'Albanie. Un autre a été interpellé dans la soirée dans un village tout proche de la Grèce, pour avoir transporté 35 migrants, dont des femmes, des enfants et un bébé de trois mois. Une fourgonnette a aussi été interceptée près de Drenovo avec 20 migrants à l'arrière. Le conducteur s'est échappé et est maintenant recherché par la police. En juillet et août, une cinquantaine de personnes impliquées dans le trafic de migrants ont été appréhendées. Les exilés entrent dans le pays principalement par la Grèce et la Macédoine du Nord, ils sont ensuite récupérés par les passeurs puis transportés à Tirana. Ils y passeraient quelques jours dans une « maison sûre », avant d'être transportés jusqu'à la frontière avec le Monténégro ou le Kosovo.

A rebours de nombreux États européens, le pays des Balkans a annoncé **ouvrir ses portes** à 4 000 exilés. Recevoir ces réfugiés était une évidence dans un pays aux traditions d'accueil : l'Albanie a reçu 500.000 Kosovars fuyant les forces serbes de Slobodan Milosevic à la fin des années 1990 tandis que la communauté juive y était plus nombreuse après la Seconde guerre mondiale qu'avant. Le pays est aussi une terre d'exode. Depuis les années 1990, plus d'un million d'Albanais sont partis chercher une vie meilleure, en Italie, Allemagne, Grèce ou aux États-Unis.

Des centaines de personnes ont déjà été accueillies avec bienveillance sur le littoral touristique. Pour l'heure, près de 700 femmes, hommes et enfants sont hébergés dans des hôtels cinq étoiles, payés par des ONG américaines, avec piscines, parcs et terrains de sport, comme à Durres et Shengjin, sur les rives de l'Adriatique. *« Tout est arrangé pour nous ici, ce sont vraiment des conditions appréciables »*, dit un père de famille de 28 ans qui a réussi à monter dans un avion dès la chute de Kaboul. Rien à voir avec ce que vivent les autres Afghans au Qatar ou en Allemagne, où les gens se retrouvent dans des camps, où les conditions sont très difficiles, avec des centaines de familles réunies dans une seule pièce». Beaucoup attendent l'instruction de leur demande de visa pour les États-Unis, un processus qui pourrait prendre de longs mois. Le but ultime, c'est de pouvoir rentrer un jour dans un Afghanistan libre

ROYAUME-UNI

En tout 15 000 personnes, des Britanniques comme des Afghans, ont été évacuées. Mais 8 000 à 9 000 Afghans en danger, qui auraient souhaité être rapatriés par le Royaume-Uni, sont toujours bloqués dans leur pays. Les associations d'aide aux réfugiés tentent de venir en aide à ceux qui ont quitté l'Afghanistan. Jusqu'à 500 personnes se rendent chaque jour dans les locaux de l'association de l'Afghanistan et de l'Asie centrale, installée dans l'ouest de Londres, pour récupérer des dons ou tenter de faire évacuer leurs proches. Les bénévoles accueillent aussi les proches de ceux qui sont toujours dans le pays. L'une, dont un cousin est mort dans l'explosion de l'aéroport de Kaboul le 26 août 2021 s'inquiète pour ses deux frères, traducteurs auprès des Américains, aujourd'hui recherchés par les Taliban. Ceux qui viennent sont choqués, et très inquiets pour leur famille, après le départ des derniers soldats américains d'Afghanistan, et avec les Taliban qui ont commencé à aller de maison en maison.

Dimanche 5 septembre 2021, **158 personnes** (dont quatre enfants en bas âge et un bébé) réparties dans quatre canots ont **atteint les côtes britanniques**, quatre jours après que 7 autres exilés aient été interceptés en mer par les forces britanniques et ramenés dans le pays.

Lundi 6 septembre 2021, **785 migrants**, dont un bébé et un enfant en bas âge, réparties dans 27 embarcations, sont arrivées au Royaume-Uni.

Mardi 7 septembre 2021, **entre 400 et 500 personnes ont débarqué** au Royaume-Uni à bord de petits bateaux, à divers endroits. Entre 30 et 40 personnes sont arrivées à Douvres ce jour-là, tandis que 31 autres ont été débarquées à Kingsdown par les autorités.

Plus de 14 000 migrants sont arrivés sur les côtes du sud de l'Angleterre par cette voie depuis début 2021, soit bien plus que sur toute l'année dernière (plus de 8 000), et une nouvelle vague a été observée ces derniers jours d'août-septembre 2021, facilitée par le beau temps.

Pressions britanniques sur la France

À l'issue d'une rencontre mercredi 8 septembre 2021, à Londres avec son homologue français, la ministre britannique de l'Intérieur, a indiqué vouloir obtenir des "résultats". Elle souhaite que la police des frontières britannique (Border Force) s'entraîne à refouler les embarcations avant qu'elles n'atteignent les côtes anglaises. Elle a demandé que soit réécrite en ce sens l'interprétation par le Royaume-Uni du droit maritime international. Cette stratégie ne serait utilisée que dans "des circonstances très limitées" : pour les plus gros bateaux et quand la situation est jugée sûre. La ministre avait déjà menacé en début de semaine, de ne pas verser plus de 60 millions d'euros promis pour financer le renforcement de la présence des forces de l'ordre françaises sur les côtes. La France n'acceptera aucune pratique contraire au droit de la mer, ni aucun chantage financier (ministre français de l'intérieur). Pour Londres, de telles méthodes de refoulement sont nécessaires pour décourager les passeurs qui mettent en danger de nombreuses vies. Mais pour Paris, elles sont contraires au droit maritime international et entraînent des risques pour la sécurité des embarcations de fortune qui entreprennent la traversée. En mer, la sauvegarde de la vie humaine prime sur des considérations de nationalité, de statut et de politique migratoire.

La France estimait que la hausse du nombre de migrants débarqués au Royaume-Uni s'expliquait surtout par le recours des passeurs à des bateaux de plus grande capacité, pouvant accueillir jusqu'à 65 personnes contre une quinzaine auparavant, transportant parfois des nourrissons, personnes âgées ou handicapées. *"Nous dépendons pour beaucoup de ce que les Français font"*, a reconnu mercredi Boris Johnson au Parlement, alors que la colère gronde dans sa majorité conservatrice. *"Mais, il est clair que nous allons devoir utiliser toutes les tactiques possibles pour mettre fin à un commerce infâme"*.

Accueillir quelque 20.000 afghans : beaucoup d'interrogations.

Après la dernière évacuation à Kaboul de ressortissants britanniques et d'auxiliaires afghans qui avaient aidé les forces britanniques, Londres a annoncé un nouveau plan pour faire venir des citoyens afghans au Royaume-Uni. Ce plan, "Mission Accueil chaleureux", doit fournir des visas aux "ressortissants afghans les plus démunis qui ont été forcés de fuir l'Afghanistan". Ces derniers sont susceptibles d'obtenir l'asile et de pouvoir rester au Royaume-Uni de façon permanente.

Les détails du plan sont cependant encore vagues, quant à sa date de lancement : le 19 août 2021 il est dit que de plus amples informations seront publiées "en temps utile" ! Par ailleurs, il est impossible pour un ressortissant afghan d'effectuer directement une demande de "réinstallation" vers le Royaume-Uni. Les personnes éligibles seront choisies avec l'aide de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés. La priorité sera donnée dans un premier temps aux groupes vulnérables, tels que les jeunes filles et les femmes. Cinq mille Afghans doivent être accueillis au cours de la première année du programme, et jusqu'à 20.000 à terme. De nombreuses organisations caritatives et ONG de défense des migrants estiment que ce programme constitue un bon début, mais qu'il est en contradiction avec les réformes en discussion au parlement. S'il est adopté sous sa forme actuelle, le projet de loi sur la nationalité et les frontières criminaliserait tous ceux - y compris les Afghans - qui arrivent au Royaume-Uni en traversant la Manche. Ceux qui arrivent au Royaume-Uni par des voies irrégulières sont actuellement en mesure de demander l'asile. Pour la ministre britannique de l'intérieur, les personnes traversant la Manche par des moyens "illégaux" ne seront pas accueillies au Royaume-Uni, même si elles ont fui les talibans. Il est illégal de se rendre au Royaume-Uni pour toute personne passée par un pays considéré comme sûr et où elle aurait pu demander l'asile.

Il subsiste des interrogations concernant l'important retard pris par les autorités britanniques

dans le traitement des demandes d'asiles, dont quelque 3.000 ont été déposées par des ressortissants afghans. Tant que le plan n'a pas été adopté, le ministère de l'Intérieur a bloqué toutes les nouvelles demandes d'asile en provenance d'Afghanistan. Il a ainsi demandé aux juges de cesser d'entendre les demandes d'asile formulées par les ressortissants afghans. Londres tente également de négocier des accords bilatéraux avec la France, la Belgique et les Pays-Bas, afin qu'ils reprennent les demandeurs d'asile qui ont traversé la Manche pour se rendre au Royaume-Uni. Des groupes de défense des réfugiés au Royaume-Uni ont demandé au gouvernement d'étendre le programme d'accueil des Afghans et de rendre les procédures de regroupement familial plus simples et plus rapides. Ils ont également exhorté le gouvernement à mettre en place des visas humanitaires spéciaux. Jusqu'à présent, aucun projet de ce type n'a été annoncé.

ASIE

AFGHANISTAN

Le porte parole des taliban a déclaré, sans plus de précisions, lundi 30 août 2021, à un journal autrichien, que les Afghans dont les demandes d'asile ont été rejetées "seraient traduits en justice" à leur retour dans le pays. "Le tribunal devra alors décider comment procéder avec eux". Il a réitéré l'engagement de son gouvernement à respecter les droits des femmes dans le cadre de la loi islamique. *"Nous garantirons tous les droits auxquels les femmes ont droit en vertu de la charia. Nous accorderons aux femmes des droits islamiques, favoriserons l'éducation et créerons des conditions de travail. Nous sommes en train de mettre tout cela en place".*

Depuis la prise de Kaboul par les Taliban, le 15 août 2021, de nombreux messages arrivent de la part de juge, policier ou encore ancien interprète pour les forces de l'Otan. Leurs messages, pour la plupart écrits en anglais, racontent en quelques lignes leur détresse. Ils sont très souvent accompagnés de photocopies de passeports, de documents – plus ou moins officiels - prouvant leur métier ou l'aide apportée aux armées occidentales.

- Tel ingénieur était propriétaire d'une compagnie de construction à Khost et travaillait avec les étrangers, il a eu des contrats avec l'ambassade des États-Unis à Kaboul.
- Telle autre a travaillé comme infirmière pour une ONG internationale, quand les Taliban sont arrivés, ils lui ont demandé d'arrêter de travailler, et l'ont menacée. Son mari aussi est menacé : il a été interprète pour les troupes britanniques. Quand les soldats occidentaux sont partis en 2014, ils avaient promis à son mari qu'ils le protégeraient, qu'ils viendraient le chercher. Aujourd'hui, son mari est en danger. Les Taliban les cherchent, ils sont rentrés dans leur maison après leur départ et ont pris leurs documents et leurs ordinateurs.
- Tel autre est venu en Afghanistan car sa mère était malade. Il est originaire de Kaboul mais vit en France avec un titre de séjour. Il a 22 ans et est livreur Uber normalement. Aujourd'hui, il est bloqué à Kaboul. Il ne s'attendait pas à ce que les Taliban prennent Kaboul sinon il ne serait pas venu. Son oncle a réussi à lui obtenir un visa pour le Pakistan mais les frontières sont fermées.

Selon de nombreux témoignages, les Taliban ont commencé à fouiller les maisons, les appartements dans différentes villes du pays. Un rapport de l'ONU le accuse de posséder des « listes prioritaires » d'individus qu'ils souhaitent arrêter. L'aéroport de Kaboul était, jusqu'au 31 août 2021, la seule option possible pour sortir du pays. Les frontières terrestres avec les États voisins de l'Afghanistan sont fermées, notamment avec le Pakistan et l'Iran. Officiellement, plus de 122 000 personnes ont été évacuées d'Afghanistan depuis le 15 août 2021.

SYRIE

Sur 6,5 millions de Syriens réfugiés à l'étranger depuis le début de la guerre 280 000 personnes environ sont retournées en Syrie. Ils y sont officiellement encouragés par le régime de Damas et bien souvent les difficiles conditions de leur exil les ont conduits à ce choix. Amnesty international a recueilli des dizaines de témoignages de civils victimes d'exactions à leur retour en Syrie : cinq cas de détenus morts en prison, des disparitions forcées, des détentions arbitraires et des violences sexuelles. Et le Danemark estime que la Syrie est un pays sûr, et donc y renvoie les réfugiés !

Depuis cet été 2021, selon l' UNHCR, 6,7 millions de syriens ont été déplacés à l'intérieur du pays, 6,6 millions sont réfugiés dans le monde dont 5,6 millions dans des pays voisins : Turquie (3,7 millions), Liban (852 mille), Jordanie (670 mille), Irak (247 mille).

TURQUIE

Un mur en béton haut de 3-4 mètres s'élève entre la Turquie et l'Iran, actuellement sur 196 km (sur les 295 prévus) dans la région de Van, pour empêcher les migrants de passer. Quelque 500 km de frontières séparent les deux États traversés par des milliers de migrants, principalement afghans, en route vers l'Europe. Les autorités turques craignent une augmentation des arrivées. Les patrouilles se multiplient pour protéger une frontière poreuse qui s'étend à flanc de montagnes. Doublée de barbelés et de fossés, elle sera jalonnée de radars, et d'une centaine de tours d'observation, afin de rendre la frontière infranchissable.

Le week-end des 19-20 septembre 2021, au moins 335 migrants ont été arrêtés dans plusieurs provinces de Turquie. Dans la province d'Izmir, à l'ouest du pays, les garde-côtes turcs ont intercepté 137 migrants dans des canots au large des côtes de Cesme, de Seferihisar et de Dikili, repoussés par les grecs dans les eaux territoriales turques. Dans la province de Seferihisar, les garde-côtes turcs ont intercepté 87 personnes, qui tentaient de rejoindre l'Europe par la Grèce. Une intervention similaire a été menée également au large de la ville d'Aydin, où 24 migrants ont été arrêtés alors qu'ils prenaient la mer.

Dans le centre du pays, près d'Erzincan, 16 migrants afghans, dont neuf enfants, ont été détenus, par une équipe de la police anti-contrebande. Ils ont été découverts dans trois voitures puis arrêtés à hauteur d'un poste de contrôle de l'autoroute qui relie les communes d'Erzincan et d'Erzurum. Tous les demandeurs d'asile ont été transférés vers les bureaux provinciaux des migrations. Au cours de ces différentes opérations, au moins six personnes ont été arrêtées pour organisation de trafic d'êtres humains. Les autorités ont arrêté 71 ressortissants syriens et afghans entrés illégalement en Turquie à la frontière nord. Ils ont été détenus dans un centre de détention de la province de Kırklareli, non loin d'Istanbul. Les exilés ont affirmé avoir été battus en Bulgarie, puis envoyés en Turquie.

AFRIQUE

COTE D'IVOIRE

Les gouvernements de la Côte d'Ivoire et des pays ayant accueilli un grand nombre de réfugiés ivoiriens ces 20 dernières années ont signé, mardi 7 septembre 2021, une déclaration dans laquelle ils recommandent officiellement l'invocation de la clause de cessation du statut de réfugié.

Ces pays estiment que les causes qui avaient poussé ces exilés à fuir leur pays n'existent plus. Cela signifie que pour la plupart, ces réfugiés n'auront plus le statut de réfugié. Les États devraient l'annoncer avant le 31 janvier 2022. Le HCR a recommandé qu'elle prenne effet à partir du 30 juin 2022.

Cela consiste d'abord en une assistance juridique. S'assurer que pour ceux qui sont rentrés par exemple, il y a une clause dans l'accord qui est de dire que si vous aviez des impôts à payer par rapport à la propriété que vous aviez, et que vous avez été absent, vous ne soyez pas soumis à cet impôt. Si certaines propriétés vous ont été prises pendant que vous étiez absents, qu'elles vous soient retournées. Si vous étiez dans la fonction publique et que vous avez été radié de la fonction publique, la situation sera examinée. Ensuite, s'assurer que tous ceux qui sont partis et qui n'ont pas toujours eu des actes de naissance par exemple par rapport à leurs enfants, qu'ils puissent les avoir. Donc, sur le plan juridique, et de manière générale, faire en sorte que quelqu'un ne subisse pas une discrimination parce qu'il était parti. Une assistance sera fournie au gouvernement pour faire en sorte que sur le plan socio-économique, les gens puissent se réintégrer.

Les réfugiés ivoiriens sont encore environ 50 000 dans la sous-région. 60% des réfugiés ivoiriens interrogés souhaitent être rapatriés, 30% des réfugiés et demandeurs d'asile ivoiriens en Afrique de l'ouest et du centre se disent indécis, et 10% ont décidé de rester dans leur pays d'accueil où ils ont développé des liens forts.

EGYPTE

Dimanche soir 2021, 53 Égyptiens ont atterri à l'aéroport international du Caire via un vol privé après avoir été arrêtés par les autorités de Tripoli. Ils avaient tenté de se rendre en bateau vers l'Europe ces dernières semaines, a déclaré le ministère égyptien des Affaires étrangères.

ETHIOPIE

Plus de 2,1 millions de personnes ont été déplacées au cours du conflit dans les régions de Tigré, Afar et Amhara. Nord de l'Éthiopie : l'OIM fournit des abris à plus de 17.000 personnes déracinées par le conflit au Tigré. Après avoir vécu des mois dans des sites de fortune, avec peu de nourriture et d'eau, des milliers de personnes déplacées internes affectées par le conflit dans le nord de l'Éthiopie ont été relogées dans de nouveaux abris par l'Organisation internationale pour les migrations. Plus de 3.400 familles bénéficieront des abris faits de bâches en plastique et d'autres matériaux. Pour la première fois depuis des mois, les personnes déplacées, y compris les enfants, auront accès à l'eau courante, à des installations d'hygiène et d'assainissement, notamment des toilettes, des douches et des salles de bain. Et cette réinstallation des personnes déplacées intervient à un moment critique, alors que les écoles se préparent à rouvrir ce mois-ci. Plus de 2,1 millions de personnes ont été déplacées au cours du conflit dans les régions de Tigré, Afar et Amhara.

MAROC

Depuis cet été 2021, la ville d'Oujda, au nord-est du Maroc, cette ville située à une centaine de kilomètres de Nador - connue pour être un lieu de départ des migrants vers l'enclave espagnole de Melilla - voit arriver de plus en plus de ressortissants soudanais, ce qui est une nouveauté. Ils seraient actuellement quelque 300 à survivre dans les rues d'Oujda. La majorité de ces migrants sont arrivés durant l'été directement de Libye, où ils ont fui les prisons de Zouara, Zaouia, d'Abu Salim à Tripoli ou de Bani Walid, après y avoir passé entre 4 et 18 mois. Certains y sont même restés enfermés pendant trois ans, dans ses conditions inhumaines et des souffrances quotidiennes.

Pour faire face à cet afflux inédit, les autorités marocaines utilisent la force dans le but de les chasser de la ville. Ils sont traqués par la police dans les rues d'Oujda. Ils subissent des arrestations arbitraires quotidiennes sans aucune justification et la violation de leurs droits. Trois Soudanais ont ainsi été interpellés et placés en garde à vue par la police alors qu'ils étaient attablés à la terrasse d'un café. La nuit, les forces de l'ordre les expulsent de leur lieu de vie, des bouts de cartons installés à la hâte en début de soirée dans les jardins ou les parking ou dans la forêt près de Nador, où les migrants subsahariens se rassemblent en attendant de pouvoir entrer dans Melilla. Bien que la majorité des Soudanais souhaitent rejoindre l'enclave espagnole, ils déposent néanmoins un dossier d'asile au Maroc car cela leur garantit la protection sur le territoire, notamment contre la détention, les arrestations arbitraires et les risques de refoulements. Ainsi, quand un demandeur d'asile est arrêté par les policiers, l'agence onusienne intervient pour défendre leur cas et permettre leur libération. Reste que les organisations internationales et locales se disent démunies et débordées par la situation. Prendre en charge ces nouveaux arrivants est une gageure. L'hébergement est un défi pour toutes les populations en mouvement dans le pays : elles n'ont pas les moyens de les loger et ne réussissent pas à obtenir des places pour tout le monde. Pour se nourrir, les Soudanais réfugiés peuvent compter sur le soutien de la population et de quelques associations.

NIGERIA

Une jeune femme de 23 ans, a traversé le désert du Nigéria jusqu'à la Libye, avant d'être forcée à la prostitution. Son mari, 27 ans, a lui aussi été détenu et maltraité. Les deux ont fini par trouver refuge dans l'un des rares centres d'accueil sécurisés de Libye, à Beni Walid, à environ 200 kilomètres au sud de Tripoli.

Il a quitté le Nigeria en premier en 2016. Il été clandestinement emmené en Libye, en traversant le désert en voiture. Lorsqu'il arrive à Beni Walid, il est d'abord détenu par des hommes armés et retenu pendant sept mois contre le paiement d'une rançon qu'il finira par payer. Il trouve ensuite un travail de maçon et tente d'organiser ses retrouvailles avec sa femme pour poursuivre le voyage avec elle. Deux ans plus tard, en 2018, elle rejoint la Libye en empruntant le même itinéraire que son mari. Lorsqu'elle arrive à Tripoli, elle est d'abord vendue "par un ami", selon ses dires, et forcée à se prostituer. Sans téléphone libyen, elle ne trouve aucun moyen d'entrer en contact avec son mari. Au bout de quatre mois, elle parvient à s'échapper et à atteindre le centre d'accueil de Beni Walid, soutenu par l'ONU et MSF. Aujourd'hui, ils continuent à espérer de pouvoir rejoindre l'Italie.

Le centre d'accueil fournit de la nourriture, des soins médicaux et est financé par les dons des habitants. Le centre est opérationnel depuis 2015 et accueille actuellement 12 migrants. Son fondateur, explique qu'il voulait montrer le réel caractère bienveillant des Libyens et des citoyens de Beni Walid. "C'est une ville de générosité et d'hospitalité".

SENEGAL

Un naufrage a eu lieu dans la nuit de mercredi à jeudi 25 août 2021, au large de la ville de Saint-Louis, au nord du Sénégal. L'embarcation qui transportait une soixantaine de personnes a commencé à prendre l'eau en pleine nuit. La marine a secouru 11 personnes dont 8 Sénégalais et 3 Gambiens et repêché un corps sans vie. Lundi 30 août 2021, 41 personnes étaient toujours portées disparues. Les migrants allaient vers les Canaries, situés à quelque 1 500 km au nord du Sénégal.

AMERIQUE

CANADA

Le Canada a évacué près de 3 700 personnes d'Afghanistan, dont la majorité sont des Afghans ayant soutenu les forces canadiennes. Il conclut un accord avec les États-Unis pour accueillir jusqu'à 5 000 réfugiés afghans, dont l'évacuation avait été facilitée par les États-Unis.

Le Canada prévoit d'accueillir 20 000 réfugiés afghans dans les prochains mois en raison de la « crise humanitaire émergente dans la région ». « *La situation en Afghanistan est déchirante et le Canada ne restera pas les bras croisés* », a déclaré le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté. Le Canada vise les « personnes particulièrement vulnérables », notamment les femmes dirigeantes, les défenseurs des droits humains, les minorités religieuses persécutées, les journalistes ainsi que les membres de la communauté LGBTQI.

Trente-cinq nouveaux arrivants afghans se sont installés en Saskatchewan. La majorité de ces réfugiés ont une famille y habitant. Saskatoon Open Door Society (SODS) dit avoir accueilli plus de 20 réfugiés jusqu'à maintenant. L'organisme compte accueillir de 200 à 300 autres Afghans au cours des prochains mois.

Mexique-USA

Les arrivées de migrants, se dirigeant vers le nord pour fuir la pauvreté et la violence, s'accroissent depuis l'arrivée du nouveau président des USA qui a promis une approche plus humaine. Début septembre 2021, la police mexicaine a dispersé, avec force, des caravanes de migrants allant vers les États-Unis. Les autorités mexicaines ont suspendu deux agents d'immigration accusés d'avoir battu un migrant.

A Reynosa, à la frontière avec les États-Unis, environ 2 000 migrants, pour la plupart d'Amérique centrale, vivent dans des tentes, où ils sont exposés à des températures caniculaires, à de graves menaces pour leur sécurité et à un accès insuffisant aux services de base, a averti MSF. L'ONG fournit une assistance médicale, psychologique et sociale à Tapachula (près de la frontière avec le Guatemala) où environ 40 000 migrants sont bloqués (avec un risque de contagion du Covid-19).

Vendredi 17 septembre 2021, Une dizaine de milliers de migrants, dont une majorité haïtiens, campaient sous un pont à la frontière sud des USA. Ils sont arrivés à Del Rio, au Texas, en traversant le fleuve Rio Grande. Ils attendent juste d'être arrêtés par les gardes-frontières pour entamer les démarches d'autorisation de séjour. Le maire a décrété un état d'urgence et fermé le pont à la circulation. « *Il y a des femmes qui accouchent, des gens qui s'évanouissent à cause de la température, ils sont un peu agressifs et c'est normal après tous ces jours dans la chaleur.* » Les gardes-frontières ont assuré avoir augmenté leurs effectifs afin de faire face de manière « sûre, humaine et ordonnée » à la situation et avoir distribué de l'eau potable, des serviettes et des toilettes portatives aux migrants. La grande majorité des adultes arrivés seuls et de nombreuses familles seront refoulés en vertu d'une règle sanitaire. Un juge fédéral a toutefois ordonné jeudi au gouvernement de ne plus refouler les familles dans ce cadre ; le gouvernement a fait appel de cette décision. Sous ce pont, plus de 200 000 migrants ont été arrêtés en août 2021. Cela porte à plus de 1,3 million le nombre de migrants interpellés à la frontière depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche, un niveau inédit depuis 20 ans.

Les patrouilles équestres ont été déployées dimanche 19 septembre 2021 près du fleuve Rio Grande, pour repousser ces milliers de migrants qui campent depuis plusieurs jours dans l'espoir d'être admis aux États-Unis. Une porte-parole du Haut-commissariat aux droits de l'homme a déclaré « *Nous sommes profondément inquiets du fait qu'il n'y ait eu aucun examen individuel dans le cas* » des Haïtiens. Et que la demande d'asile était « *un droit de l'homme fondamental* ». « *Nous appelons à ce que ces droits soient respectés* ». Le Haut-commissaire de l'ONU aux réfugiés a

rappelé que *Les expulsions massives et sommaires qui se déroulent actuellement en invoquant le Titre 42 (règlement sanitaire auquel se réfèrent les autorités américaines pour défendre les expulsions), sans tenter de déterminer les besoins en termes de protection, sont contraires à la norme internationale et pourraient être assimilées à du refoulement*", qui est condamné par le droit international.

En seulement deux heures, trois vols spéciaux transportant 327 haïtiens, dont la moitié âgés de moins de 5 ans, ont atterri à Port-au-Prince, en provenance de San Antonio (Texas). Six vols sont programmés mardi 21 septembre 2021 et d'autres suivront. En organisant ce pont aérien, inédit à cette échelle, vers Haïti, l'administration a décidé de crever « l'abcès ». Au Mexique, se trouvent des milliers d'autres migrants qui vivent dans des villes : les autorités mexicaine indique qu'elle ne les expulsera pas. L'émissaire américain en Haïti a démissionné, dénonçant les expulsions inhumaines de milliers de migrant haïtiens alors que le pays est en proie à l'insécurité grandissante des gangs armés.

USA

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a salué, mardi, la décision du Président américain Biden d'accueillir 125.000 réfugiés aux États-Unis sur l'année fiscale 2022. Si le plan est confirmé à la suite de la consultation du Congrès et signé par le Président américain, cet objectif de réinstallation donnera de l'espoir à des millions d'autres réfugiés, partout dans le monde. C'est le double par rapport à l'année 2021. Selon Washington, il s'agit de « répondre aux besoins générés par les crises humanitaires dans le monde ». C'est un engagement du gouvernement d'aider à « garantir que les réfugiés les plus vulnérables du monde aient une chance de reconstruire leur vie en toute sécurité ». Le nombre de réfugiés, de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, et de demandeurs d'asile a atteint un record de plus de 82 millions en 2020. La majorité des réfugiés sont accueillis dans les pays en développement. Pour le HCR, cette décision envoie « *un signal clair au monde sur l'importance pour tous les pays de faire leur part et de travailler ensemble pour partager la responsabilité de répondre aux besoins des réfugiés par des actions concrètes, fortes et compatissantes* ».

Témoignages

De 2011 à 2012, **une afghane** de 28 ans, a travaillé comme caissière dans un magasin d'une base militaire française, à Kaboul. Menacée depuis des années à cause de cet emploi, la jeune femme avait sollicité, en vain, en 2019, un visa auprès du ministère des Armées. Ces derniers mois, elle se sentait de plus en plus menacée. Après la prise de pouvoir des Taliban à Kaboul le 15 août, elle s'est sentie prise au piège. Avec l'aide d'avocats français, elle a pu être inscrite sur un vol pour la France. Une petite semaine après son arrivée à Roissy, elle a raconté son départ précipité, les menaces auxquelles elle a fait face et son déchirement de ne pas pouvoir partir avec sa famille.

"Dimanche 22 août 2021, l'ambassade de France m'a appelée pour me dire que j'avais l'autorisation de venir à l'aéroport. Je suis partie de chez moi avec ma famille. Nous étions un groupe de 11 personnes, dont cinq enfants. Je pensais qu'avec le document que m'avait envoyé l'ambassade de France, il serait facile de rentrer dans l'aéroport. Mais il y avait beaucoup de monde. Nous avons passé la nuit derrière la porte de l'aéroport sans pouvoir entrer.

Le lendemain matin, les Taliban ont sauvagement repoussé tout le monde. Nous sommes rentrés chez nous. À deux heures du matin on y est retourné. Comme le jour d'avant, il y avait une foule qui attendait toujours derrière la porte. Nous avons attendu longtemps. Quelques heures plus tard, les Taliban ont commencé à repousser les gens. J'avais mon neveu dans mes bras. Un Taliban

s'est jeté sur nous et nous a fouettés. Il voulait nous tirer dessus. Mais, soudain, son fusil est tombé. Le temps qu'il le récupère, nous avons pu nous sauver. Les gens couraient dans tous les sens et le Taliban n'a pas pu nous retrouver parmi la foule. Je me suis réfugiée avec ma famille dans une boutique. Le commerçant nous a dit d'essayer de rentrer dans l'aéroport par une autre porte. C'est là que nous sommes allés à la porte qui s'appelle 'Abbey Gate'. On a traversé un fossé plein d'eau sale. Il y avait des soldats de l'autre côté du mur. Tout le monde leur montrait des documents pour être évacué. Je voulais que les membres de ma famille soient évacués aussi. Mais les soldats ne leur ont pas permis de rentrer, car seul mon nom figurait sur les documents.

Après avoir quitté l'Afghanistan, j'ai passé une nuit à Abu Dhabi. Le lendemain, mardi, je suis arrivée à Paris. Actuellement, je suis hébergée dans un hôtel. Je suis dans une chambre avec une autre Afghane. Je suis très contente d'avoir été évacuée mais le sort de ma famille m'inquiète beaucoup. Ils sont restés à Kaboul. Tous nos voisins savent que j'ai quitté le pays parce que je travaillais avec les Français. Cela pourrait mettre la vie de ma famille en danger. J'espère trouver un moyen de les faire partir du pays. Pour l'instant, je ne sais pas trop quoi faire. Je suis confuse. J'aimerais apprendre le français dès que l'occasion se présente. À Kaboul, j'étais sage-femme. J'aimerais exercer le même métier en France aussi. Si je dois retourner faire des études ici pour pouvoir travailler, je le ferais avec plaisir."

Un pêcheur **tunisien, volontaire au Croissant-Rouge** tunisien, ayant créé un « cimetière des inconnus » où sont enterrés les migrants morts de noyade dont les corps n'ont pas été réclamés par les familles, a reçu un texto de sa femme, tard dans la nuit, lui annonçant que tout le monde sur le bateau allait éteindre son téléphone pour éviter d'être détecté pendant la traversée. *"La surprise a été totale ! Je n'ai vu aucun signe de préparation à la maison avant leur départ. Ma femme savait très bien que je m'y opposerai".* Il le rapproche alors d'un petit mot manuscrit laissé par son épouse, quelques lignes lapidaires : *"Excuse-moi, je vais partir pour l'Italie. Prie pour nous. Je n'ai pas d'autres solutions que la mer"*. Imaginer sa femme et leurs deux petits-enfants, un garçon de huit ans et une fille de six ans, passer la nuit sur une petite embarcation clandestine au milieu de la Méditerranée, dans l'obscurité totale ! La traversée de l'embarcation sur laquelle se trouvaient sa femme et ses petits-enfants s'est heureusement bien passée. Ces derniers ont aujourd'hui rejoint leur mère, dans une ville au nord de Paris. Après coup, il a appris que le passage avait été organisé dans son dos par un proche venu de France quelques jours plus tôt, lors d'une visite express à Zarzis. *"Il savait que j'avais des contacts parmi les trafiquants et que, si je l'avais appris, j'aurais pu les empêcher de partir"*. *"On avait déjà dépensé 2 000 dinars (600 euros) pour demander des visas officiels pour les petits-enfants en comptant le coût des déplacements à Tunis. Notre demande a été rejetée trois fois. C'est ça qui les a poussés à tenter la traversée clandestine"* La plupart des passagers sur l'embarcation étaient des femmes et des enfants. Une forme de "regroupement familial" organisé clandestinement pour contourner les difficultés bureaucratiques. Il précise que sa fille n'a pas pu faire venir les deux petits-enfants par voie légale car ses papiers n'étaient pas en règle. Il affirme qu'il ne leur en veut pas. *"Je ne peux pas être égoïste et leur reprocher d'être partis. Le vrai problème, c'était qu'ils ne pouvaient pas obtenir de visas"*. Son fils aîné qui a décidé de rejoindre l'Europe illégalement a réussi sa traversée et vit maintenant en France. Il espère que son épouse reviendra à Zarzis après quelques mois passés en France.

Originaire d'Algérie, il est en France depuis plus de 20 ans. Marié à une Algérienne, il cherche à la faire venir avec son fils, et les deux enfants de son épouse nés d'une précédente union. Mais les autorités françaises ont refusé sa demande de regroupement familial. L'homme de 55 ans se dit désemparé par la situation.

"J'ai fait ma demande de regroupement familial en mai 2019 afin de faire venir en France ma femme, ses deux enfants de 12 et 14 ans, et notre fils de trois ans. Pendant des mois, je n'ai pas eu de nouvelles de mon dossier et en décembre 2019, on m'a réclamé des documents supplémentaires. J'ai envoyé les pièces demandées et en janvier 2020, la préfecture m'a renvoyé mon dossier me disant qu'il était incomplet. J'ai dû recommencer à zéro, et refaire une nouvelle demande. En

février 2020, j'ai donc déposé un nouveau dossier de regroupement familial. Ce n'est qu'en juillet 2020 qu'on m'a confirmé l'enregistrement de ma demande. Pendant des mois, j'ai attendu que des agents de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, viennent visiter mon logement, pour savoir s'il répondait aux critères demandés pour la réunification. Plusieurs rendez-vous ont été annulés en raison de la pandémie de Covid-19. En janvier 2021, j'ai reçu un coup de téléphone disant que l'enquêteur de l'Ofii allait venir chez moi le jour même et que je devais y être. J'ai dû quitter mon travail à la hâte pour honorer le rendez-vous. Heureusement, mon responsable a été compréhensif.

Ce n'est finalement qu'en juillet que j'ai reçu une lettre de la préfecture me notifiant que ma demande de regroupement familial avait été refusée. L'administration française a estimé que mon appartement de 60 m² était trop petit pour recevoir ma famille. Selon le règlement, je dois vivre dans un logement de minimum 52 m² pour cinq personnes. Mais je ne savais pas que deux pièces n'étaient pas suffisant, cela n'est indiqué nulle part.

Je me sens coincé. Je suis au bord de la dépression. Je vois mon fils grandir à travers un écran d'ordinateur. Avec les restrictions de déplacement dues à la pandémie, je n'ai pas vu mon enfant depuis octobre 2019 ! Imaginez-vous ! C'est sinistre ! Je vis en France depuis 23 ans, j'ai toujours été respectueux des valeurs de la République, je n'ai jamais eu de problèmes, j'ai des lettres de recommandation de mon travail mais rien n'y fait. Dire que je suis déçu n'est pas assez fort pour exprimer ce que je ressens. J'ai l'impression que les conditions d'obtention de regroupement familial se sont durcies et que l'État français ne veut pas d'étrangers sur son sol."

En février 2020, un père de famille ivoirien survivait à Paris sans hébergement fixe dans l'attente d'une réponse de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). Avec ses jumelles de 4 ans, ils se débrouillaient au jour le jour pour dormir au chaud et garder une dignité. Plusieurs fois, la famille a trouvé refuge dans des bus de nuit à défaut d'obtenir des places au 115. Les fillettes n'étaient pas non plus scolarisées.

Depuis, ses filles ont obtenu l'asile, durant l'été 2021, mais pas lui. L'Ofpra peut en effet, dans certains cas, protéger des mineurs mais pas leurs parents. « La maman et moi sommes 'parents d'enfants réfugiés'. Nous n'avons pas eu l'asile. Mais nous avons un récépissé pour prouver que nous sommes quand même en règle grâce aux filles, bientôt nous devrions recevoir une carte de séjour 'vie privée et familiale'. Grâce à ça, notre vie s'est nettement améliorée. Je suis autorisé à travailler. Je suis chauffeur-livreur pour une entreprise privée. Mais j'aimerais bien évoluer. Je faisais déjà ce métier en Côte d'Ivoire, j'aimerais faire une formation poids lourds ou une formation pour conduire des machines de chantier. En ce moment, nous sommes logés dans un hôtel social à Nanterre. C'est bien. Au moins, on ne pense plus à la rue. Nous avons fait une demande de logement social. Mais ça prend du temps. Un travailleur social nous a aidés à remplir les documents. Mais sans la carte de séjour, c'est un peu compliqué. Avec la carte, nous pourrions avancer. Les jumelles sont maintenant en Cours Préparatoire dans une école publique à Nanterre et débutent en lecture. Elles s'en sortent bien. Elles sont très heureuses actuellement, épanouies, elles rencontrent des amis à l'école. Elles ne sont pas tristes de vivre à l'hôtel, elles considèrent ça comme la maison, ce sont des enfants !

Nous avons eu un autre enfant aussi, une petite fille, elle a un an. Nous n'avons pas trouvé de place en crèche alors c'est ma femme qui la garde pour le moment, mais elle aimerait travailler. Peut-être comme femme de ménage pour commencer. Elle aimerait suivre des cours pour apprendre à lire et à écrire le français. Après, elle aura plus d'opportunités. On a déposé un autre dossier de demande d'asile pour ma petite fille, qui est née l'année dernière, mais la demande a été rejetée. Elle est née en France, on ira à la mairie plus tard, pour voir ce qu'on peut faire.

Je suis tellement soulagé aujourd'hui. Les petites sont à l'abri, elles vont à l'école, c'est déjà un grand pas, c'est même le plus important pour nous. On aimerait bien partir en province un

jour. Paris, c'est très cher. On va se renseigner sur les villes de France parce qu'on ne les connaît pas encore. On regardera les villes où il y a du boulot et avec le temps, on partira. On a fait le plus dur.

Je suis heureux d'être en France. C'est tranquille. Le plus important ici, c'est l'accès aux soins. C'est différent de l'Afrique. La santé est bien gérée ici. Mes filles sont en pleine forme mais si elles avaient un problème, je suis rassuré de pouvoir les soigner en France. La grossesse de ma femme s'est très bien passée aussi, elle a été très bien suivie au Kremlin Bicêtre.

J'aimerais dire un mot pour les frères et sœurs qui ont été dans la même situation que moi. Quand on arrive en France, il faut garder courage. Il faut se tourner vers les associations et taper à toutes les portes. 'Découragement n'est pas ivoirien', comme on dit au pays. Il faut croire à l'incroyable."

La Croix suit les premiers pas en France de Roya Ahmadi, 16 ans, évacuée de Kaboul vers Paris fin août 2021 avec son frère et sa belle-sœur. La famille a depuis rejoint un centre de demandeurs d'asile à Montmarault, dans l'Allier.

Ce n'est pas exactement ce qu'elle s'était imaginé. Des prairies vertes, des vaches en pâture, une route en travaux, un village quasi désert, à part les voitures. Roya Ahmadi, jeune Afghane de 16 ans, promène des yeux incrédules sur son nouvel univers. « *On ne voit personne dans les rues, où vivent les gens ?* », demande-t-elle en anglais, surprise par cette campagne si différente de son pays natal. Le 10 septembre, son grand frère et sa belle-sœur sont arrivés au Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) de Montmarault, commune rurale de 1 500 habitants au cœur de l'Allier, à 50 km de Moulins et 30 de Montluçon. C'est là qu'ils vont attendre que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) instruisse leur demande d'asile.

À la mi-août, ils étaient encore à Kaboul, en plein chaos. Le 15 août 2021, les talibans avaient sidéré le monde entier, en s'emparant de la capitale plus vite que prévu. Dans la famille, c'est le choc. Ils vivent dans l'ouest de la ville, dans le quartier hazara. Cette minorité chiite, persécutée par les talibans entre 1996 et 2001, a tout à craindre du nouveau régime. D'autant que chez eux, « on avait une vie libre ». Le père donne des conseils en transactions immobilières. Un grand frère a une entreprise de construction, une sœur travaille pour une ONG occidentale au service d'enfants handicapés, une autre, artiste peintre, est en voyage en Suisse. Quant au frère journaliste, 31 ans, il interviewe des artistes afghans sur YouTube. Chez lui, cet érudit ne possède pas moins de 3 000 livres. Son épouse, qui finissait sa thèse en Iran et se destinait à devenir professeure à l'université, est venue le rejoindre en catastrophe, avant que le pays soit bouclé. Son frère à elle, militaire, est menacé de mort.

Et puis il y a la benjamine. Des cheveux de jais lisses, des yeux pétillants, légèrement bridés, caractéristiques de la minorité hazara, une peau de pêche et une petite mouche au menton. Une jeune fille bien dans sa peau et ouverte sur le monde. Depuis des années, elle raconte des histoires pour enfants sur une radio de Kaboul. Elle double aussi des films en persan. Et, dans son lycée privé, qui accueille filles et garçons et où les cours sont dispensés en anglais, elle participe à une chorale populaire, Sounds of Afghanistan. Elle fait partie des chanteuses qui, la chevelure pas complètement recouverte par un petit foulard, apparaissent fréquemment sur YouTube. Tout ce que les talibans détestent.

Alors, quand une amie franco-afghane de son frère, lui explique qu'elle participe à une cellule d'urgence montée autour de l'association Singa, pour indiquer au gouvernement français des personnalités afghanes en danger, la famille n'hésite pas : ils doivent tenter leur chance. Elle n'emporte qu'un petit sac à dos noir, avec un pantalon, quelques tee-shirts, une paire de baskets, ses papiers et son portable. Son frère et sa belle-sœur n'ont même pas le temps d'empaqueter ce minimum.

Sur la route de l'aéroport, les talibans ont installé des barrages. La peur au ventre, il faut s'y reprendre à plusieurs fois pour parvenir à passer en voiture. Les checkpoints franchis, les trois réussissent à rejoindre le groupe de Singa, près de 100 personnes qui attendent devant Abbey

Gate, la porte ouest de l'aéroport, au milieu d'une foule immense et paniquée. Pour se faire reconnaître des autorités, elles ont bricolé des drapeaux français avec du tissu, mis des brassards roses et brandi des ballons jaunes. L'attente, qui a déjà commencé depuis plusieurs jours pour une partie du groupe, dure vingt-quatre heures pour eux. À la fin, il leur faut traverser à pied un canal d'eau croupie. « On ne pouvait pas respirer, je me suis évanouie », se souvient-elle. Tout le groupe parvient enfin à monter dans un avion, direction Abu Dhabi puis Paris. Le 25 août, ils posent pour la première fois le pied en France. Le lendemain, un attentat-suicide dans l'aéroport fait plus de 180 morts.

Au Novotel Paris Est, à Bagnolet (Seine-Saint-Denis), où, avec d'autres Afghans exfiltrés, la famille est emmenée pour une quarantaine d'une dizaine de jours, elle se sent « en sécurité ». Elle ne sait pas encore si le vaccin indien contre le coronavirus qu'elle a reçu à Kaboul sera suffisant. Entre deux tests antigéniques et des rendez-vous administratifs, elle occupe ses journées en tentant d'apprendre le français dans un petit cahier. Elle traduit aussi les nouvelles de Kaboul qu'elle reçoit par les réseaux sociaux. Elles ne sont pas bonnes. Ici, un chanteur afghan a été exécuté. Là, deux journalistes qui couvraient des manifestations à Kaboul ont été arrêtés et battus. Plus loin, les talibans assaillent la résistance menée dans le Panchir par le fils du commandant Massoud. Elle s'inquiète pour sa famille. Même s'ils ne nous disent pas grand-chose au téléphone pour ne pas nous inquiéter ». La jeune femme sait qu'à Kaboul, tout s'est arrêté, plus personne ne travaille. Les universités privées ont rouvert, paraît-il, mais les jeunes filles doivent porter un niqab et sont séparées des garçons par un rideau qui leur cache aussi l'enseignant. La sœur, avec qui elle partageait sa chambre, qui espérait être diplômée cette année, n'a pas pu faire sa rentrée à la fac. Tout le monde se cache. Y compris sa famille, qui cherche à quitter le pays sans y parvenir. Un pays fantôme. Elle dit : « Parfois je voudrais croire que je dors et qu'à mon réveil, tout cela disparaîtra, comme si ce n'était jamais arrivé. Comme si c'était juste un cauchemar. »

Mais cette jeune femme de 16 ans a foi en l'avenir. En persan, son prénom signifie rêve ? Elle rêve donc de la France, « pays de culture et des droits de l'homme ». Elle rêve d'aller à l'université, d'y étudier les arts, d'apprendre la guitare, de se faire des amis. Et de parler le français, bien sûr. La quarantaine finie, avec son frère et sa belle-sœur, elle visite le magnifique cimetière du Père-Lachaise, où reposent « des acteurs et des chanteurs connus ». Ils sont invités à un dîner afghan, avec des amis et des artistes. « Ça fait du bien », résume-t-elle simplement. Quelques semaines plus tard, à Montmarault, le moral est en baisse. « J'ai le mal du pays, je me sens très seule, fatiguée. Je suis un peu déçue », confie-elle presque en s'excusant. La jeune femme qui rêvait d'université et d'activités culturelles dans une grande ville commence à comprendre que le chemin sera long.

Certes, en région parisienne, on lui a laissé entendre que la demande d'asile durerait trois mois. Mais, au Cada, ils ont rencontré des familles, arrivées dans d'autres circonstances, qui attendent une réponse depuis un an ou plus. D'autres se voient déboutées de leur demande d'asile. La famille a jusqu'au 29 septembre pour déposer son dossier. Il comprend un « récit de vie », qui doit détailler, en français, tous les arguments qui expliqueront pourquoi ils sont en danger dans leur pays. Une étape cruciale, à franchir avec l'aide d'interprètes et de travailleurs sociaux. « Il ne faut pas se rater », résume leur référente, au sein de l'association Forum Réfugiés Cosi, gestionnaire du Cada. Ensuite, la famille devra aller à Fontenay-sous-Bois, en région parisienne, pour être reçue en entretien par l'Ofpra. Puis, il faudra attendre la réponse. « J'essaie de leur expliquer qu'il faut s'inscrire dans le temps long et s'investir dans la vie ici en attendant », reprend leur référente.

À Montmarault, ils sont correctement installés. Ils ont récuré leur appartement dans l'ancien HLM qui abrite le Cada. Elle s'est fait une chambre à elle, dans une sorte de dressing sans fenêtre. Son frère découvre les magasins où on peut acheter de la nourriture pas chère et des épices afghanes. Sa belle-sœur fabrique du pain, elle l'aide en cuisine. Peut-être auront-ils bientôt des invités ? Il y a une semaine, ils ont eu la bonne surprise de voir arriver dans le village la famille de son amie, avec qui ils ont été évacués de l'aéroport de Kaboul.

Les demandeurs d'asile ont droit, pendant toute la durée de l'examen de leur dossier, à un logement et à l'allocation de demandeur d'asile. Pour eux, ce sera 408 € par mois. Avec cette

somme, il faudra acheter la nourriture – car les dons des Restos du cœur toutes les deux semaines ne couvrent pas tous les besoins –, les vêtements, les déplacements et la téléphonie, qui peut revenir cher car il n'y a pas de wi-fi au Cada. Des bus permettent de se rendre à Moulins, Vichy ou Montluçon. C'est dans cette dernière ville qu'elle espère aller au lycée, en classe d'accueil pour allophone. À moins qu'elle ne soit accueillie au collège de Montmarault. Elle pense déjà à voir la scène nationale du Théâtre des Îlets à Montluçon. Voire à se brancher avec la très dynamique chorale Arc-en-Ciel de Clermont-Ferrand.

En attendant, il faut bien s'occuper. Au Cada, le jeudi, il y a sport collectif. Chez une voisine, elle a récupéré Les Pauvres Gens, un roman de Dostoïevski traduit en persan. Une dynamique demandeuse d'asile iranienne quadrilingue, a déjà entrepris de lui apprendre un peu de français chaque jour grâce aux livres du Secours catholique, qui donne des cours près de l'église. Une priorité bien comprise par la jeune fille : « Quand je connaîtrai le français, je pourrai vraiment démarrer une nouvelle vie ici. » Une autre information, surtout, va l'aider à prendre un nouveau départ : « Ma famille a réussi à traverser la frontière !, s'exclame-elle. Ils sont au Pakistan, je ne sais pas exactement où car ils n'ont pas le droit de le dire. Je ne sais pas s'ils vont rester là-bas ou s'ils vont pouvoir aller dans un autre pays. Mais je suis tellement soulagée ! »

Lire ou écouter

Cet été, des réfugiés et demandeurs d'asile sont allés à la rencontre des Français en zones rurales. Des rencontres organisées grâce à l'association Migrant Bus. InfoMigrants a suivi pendant deux jours une partie de ces réfugiés venus se présenter à des villageois de Champdeniers, petite commune de 2 000 habitants, dans l'ouest du pays, non loin de Poitiers.

https://youtu.be/cnUP_IOCLVc

Un franco-sénégalais, ancien sans-papier, tient un hôtel à Roubaix, dans le nord de la France, où il met 80% des chambres à la disposition des migrants et des sans-abri. https://aod-rfi.akamaized.net/rfi/francais/audio/modules/actu/202109/AUJOURD_HUI_ECO_03_09_PORTRAIT_El_Hadji_Gora_Diop.mp3

Étant donné l'abondance des informations, je n'ai pas précisé chaque média utilisé, mais ceux consultés sont, entre autres :

<https://www.infomigrants.net/fr/>

<https://www.krone.at/2495862>

<https://www.france24.com/fr/vid%C3%A9o/20210901-une-exil%C3%A9e-afghane-arriv%C3%A9e-en-france-t%C3%A9moigne>

<https://www.lavoixdunord.fr/1063315/article/2021-08-31/coquelles-de-nouvelles-grilles-sur-l-a16-pour-empêcher-les-intrusions-de>

<http://www.utopia56.com/fr/actualite/cours-600-personnes-sans-abris-sous-tentes-devant-prefecture-dile-france>

<https://www.france24.com/fr/france/20210902-calais-un-crs-condamn%C3%A9-pour-l-agression-d-un-b%C3%A9n%C3%A9vole-venant-en-aide-aux-r%C3%A9fugi%C3%A9s>

<https://www.franceculture.fr/emissions/revue-de-presse-internationale/la-revue-de-presse-internationale-emission-du-lundi-23-aout-2021>

<https://www.rfi.fr/podcasts/reportage-international/20210902-la-gr%C3%A8ce-se-ferme-aux-r%C3%A9fugi%C3%A9s-afghans>

<https://www.france24.com/fr/tag/rwanda/>

https://www.liberation.fr/international/asie-pacifique/les-talibans-en-recherche-active-de-leurs-opposants-avertit-un-rapport-de-lonu-20210819_SD2D4245QJCCDK6PY2YCNPNCKQ/?redirected=1&redirected=1

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20210902-la-croix-re-fugie-s-afghans-l-europe-veut-aider-...-mais-a-distance-copie.pdf>

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20210902-libe-ration-les-re-fugie-s-afghans-sont-les-bienvenus-...-hors-d-europe-copie.pdf>

<https://www.lavoixdunord.fr/1063584/article/2021-09-01/comment-les-communes-du-boulonnais-s-adaptent-pour-accueillir-les-migrants>
https://data.unhcr.org/fr/situations/syria#_ga=2.60185765.905264745.1631023802-243720683.1629990817
<https://www.interieur.gouv.fr/sites/minint/files/medias/documents/2021-06/Plan-vulnerabilite-28052021.pdf>
<https://www.france24.com/fr/europe/20210909-londres-menace-de-refouler-les-migrants-en-mer-paris-refuse-tout-chantage>
<https://www.sudouest.fr/pyrenees-atlantiques/hendaye/hendaye-cinq-blesses-dont-deux-policiers-lors-d-une-bagarre-au-centre-de-retention-5820898.php>
<https://www.infomigrants.net/fr/post/35013/nous-sommes-aussi-des-artistes--exiles-et-calaisiens-exposent-ensemble-leurs-oeuvres>
https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21_17/SR_Readmission-cooperation_FR.pdf
<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36248>
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36248/AUS0002521ovFR.pdf?sequence=14&isAllowed=y>
<https://www.nrc.no/resources/annual-reports/annual-report-from-the-board-2018/>
<https://www.ouest-france.fr/monde/mexique/mexique-la-situation-des-migrants-est-alarmanche-s-inquiete-msf-78023bdc-8232-41f9-80d3-a819867903d3>
<https://www.lavoixdunord.fr/1067813/article/2021-09-10/les-traversees-explosent-dans-le-detroit-le-prefet-veut-mettre-la-pression-sur>
https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/09/09/aide-aux-migrants-les-sept-de-briancon-relaxes-par-la-justice_6094068_3224.html
<https://www.francebleu.fr/theme/migrants>
<https://news.un.org/fr/news/topic/migrants-and-refugees>
<https://www.ldh-france.org/annonces-ministerielles-a-mayotte-une-nouvelle-fuite-en-avant-repressive-et-toujours-plus-inegalitaire/>
<https://www.ouest-france.fr/monde/etats-unis/etats-unis-plus-de-10-000-migrants-campent-sous-un-pont-au-texas-7ccf7f87-a979-43f0-a7f5-85e517c540c0>
<https://www.leparisien.fr/international/etats-unis-a-del-rio-10-000-migrants-masses-a-la-frontiere-le-maire-demande-laide-du-gouvernement-17-09-2021-6GTLICUMEJA5RCX2SIA3FWKD5E.php>
<https://www.courrierdesbalkans.fr/refugies-balkans-les-dernieres-infos>
<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1825079/arrivants-refugies-afghans-accueillis>
<https://www.ouest-france.fr/monde/canada/le-canada-se-dit-pret-a-accueillir-20-000-refugies-afghans-7382909>
<https://www.aa.com.tr/fr/monde/le-canada-pr%C3%A9voit-daccueillir-5-000-r%C3%A9fugi%C3%A9s-afghans-%C3%A9vacu%C3%A9s-par-washington-/2352137>
https://fr.wiktionary.org/wiki/Rocher_de_V%C3%A9lez_de_la_Gomera#/media/Fichier:Velez_de_la_Gomera.jpg
https://resourcecentre.savethechildren.net/library/back-school-refugee-children-greece-denied-right-education?_ga=2.10800884.1968504673.1632141682-142098531.1631806132
https://www.rtf.be/info/monde/detail_texas-pourquoi-les-gardes-frontieres-chassent-les-migrants-haitiens-a-dos-de-cheval?id=10846502
<http://legalcentrelesvos.org/wp-content/uploads/2021/02/Collective-Expulsions-in-the-Aegean-LCL-01.02.2021-1.pdf>
<https://france3-regions.francetvinfo.fr/corse/corse-demantelement-d-une-filiere-d-immigration-clandestine-entre-le-maroc-et-la-france-2258923.html>
<https://diasporaenligne.net/actualites-une-filiere-dimmigration-clandestine-entre-le-maroc-et-leurope-demantelee/>
<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/lille-jusqu-a-8-ans-de-prison-requis-contre-le-commanditaire-d-un-reseau-de-passeurs-1631907307>
<https://mars-infos.org/greve-de-la-faim-et-feu-dans-le-5920>
france3-regions.francetvinfo.f
<https://news.un.org/fr/story/2021/09/1103932>
https://www.lexpress.fr/actualites/1/societe/en-escale-a-marseille-amal-marionnette-syrienne-alerte-sur-le-sort-des-enfants-migrants_2158954.html
<https://www.laprovence.com/actu/en-direct/6498982/marseille-suivez-en-direct-larrivee-au-musee-de-la-petite-amal-la-marionnette-syrienne-geante.html>
<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20210923-la-croix-accueil-des-migrants-afghans-un-allier-simple-kaboul-montmarault-dans-l-allier-copie.pdf>
https://www.liberation.fr/international/europe/refugies-afghans-lalbanie-fait-le-choix-de-lasile-20210919_SSWGN3YOIBEVRNLA126BVOUBV4/
<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20210924-le-monde-la-crise-migratoire-a-l-est-de-l-europe-fait-ses-premieres-victimes-copie.pdf>
https://www.liberation.fr/societe/a-bordeaux-les-dessous-indignes-du-centre-de-retention-20210823_7IXMK53W25HYDCUFG5RP25FTHU/

